Le Centre d'Etudes et de Recherche de l'Ecole Militaire (CEREM), placé sous l'autorité du directeur de l'enseignement militaire supérieur, a pour mission de développer et promouvoir la pensée stratégique de sécurité et de défense française en contribuant à la diffusion de nouvelles idées avec pour objectifs :

- d'effectuer des études en stratégie militaire et de favoriser et animer les débats sur ce sujet ;
- de contribuer à la fonction enseignement de l'enseignement militaire supérieur ;
- de susciter et soutenir les initiatives des officiers de toutes les armées qui souhaitent s'investir dans le débat stratégique et de valoriser leurs travaux par la publication.

A cet effet, le centre s'intéresse en priorité aux thèmes suivants :

- le monde conflictuel contemporain,
- le traitement des conflits et des crises,
- les aspects diplomatiques et juridiques (les armées dans les crises contemporaines).

Les études réalisées par le centre peuvent être consultées sur le site :
http://www.cerems-biblio.fr/

CAHIER DU CEREM N°11 JUILLET 2009

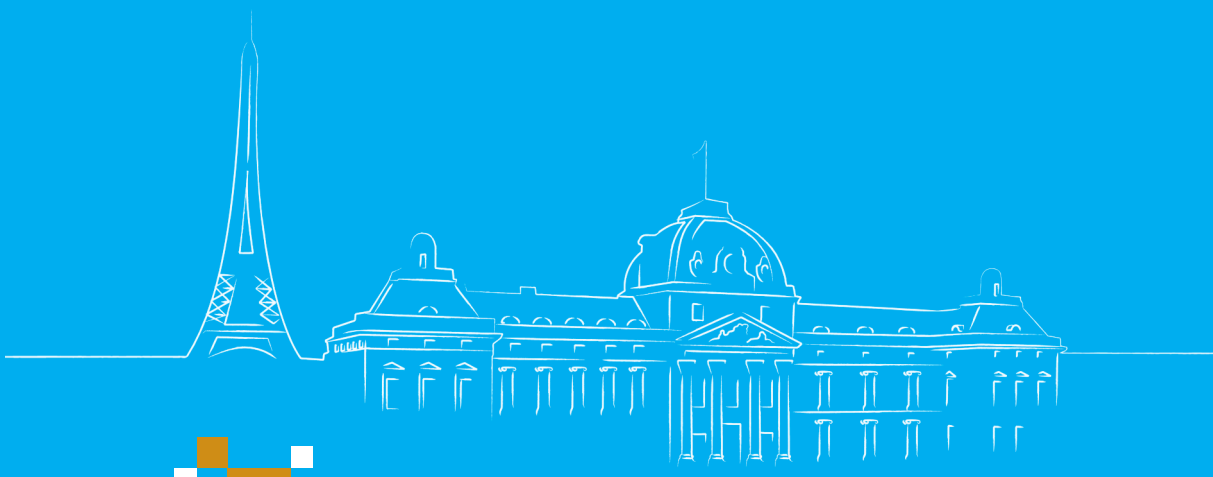
CEREM
Ecole Militaire
21, place Joffre – 75007 Paris

http://www.cerems.defense.gouv.fr

ISSN: 1963-1995

SGA/SPAC Impression

JUILLET 2009



Cahier du CEREM n°11

TRAJECTOIRES STRATÉGIQUES ASIATIQUES VUES DE CORÉE DU SUD

cerem
CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHE DE L'ÉCOLE MILITAIRE

cerem
centre d'études et de recherche de l'école militaire

TRAJECTOIRES STRATÉGIQUES ASIATIQUES VUES DE CORÉE DU SUD

JUILLET 2009

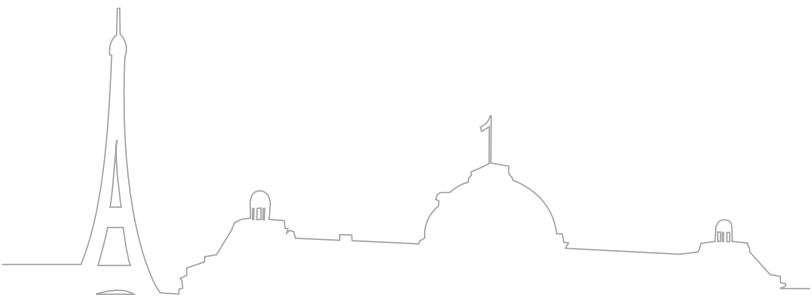
AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs.
Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la défense

NOTES

Cahiers du CEREM déjà parus :

N°1 Principales mutations du système géostratégique mondial depuis 2000 (acte du séminaire de juin 2007)
N°2 Réflexions sur l'environnement stratégique
N°3 La légitimité des interventions militaires
N°4 L'ambition sociale de l'armée française
N°5 L'asymétrie dans les conflits contemporains
N°6 Sécuriser le développement durable de la méditerranée (acte du colloque d'avril 2008)
N°7 La présidence française de l'Union européenne et la PESD
N°8 Hautes études militaires - Repères utiles
N°9 L'Europe face aux nouveaux défis de la maîtrise de l'espace
N°10 Le défi de la piraterie maritime et de son traitement judiciaire



SOMMAIRE

Préambule (Jean Dufourcq) 7

Présentation (Maria Wadjinny) 9

INTRODUCTION..... 11

COMPRENDRE CERTAINES DES TRAJECTOIRES STRATÉGIQUES ASIATIQUES ISSUES DE LA GUERRE FROIDE

La péninsule coréenne comme champ de bataille..... 13
Bilatéralisme plutôt qu'encouragement du multilatéralisme, les États-Unis en Extrême-Orient..... 14
La Chine longtemps à l'écart..... 15
Nature asymétrique des relations entre les États-Unis et les acteurs locaux..... 16

EFFONDREMENT DE L'URSS ET NOUVEAUX ÉLÉMENTS DE DÉSTABILISATION DANS LA RÉGION

Remise en question de l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis 18
Réaction stratégique de la Corée du Nord..... 21
La lente évolution de la doctrine stratégique chinoise..... 22

Manœuvres stratégiques en Asie depuis 2001: réorientation de la stratégie américaine et consécration de la puissance chinoise

Réorientation de la stratégie américaine : *Security Strategy Network*..... 24
Expansion stratégique de la Chine : pragmatisme et diplomatie énergétique..... 26
Conséquences sur la relation triangulaire entre la Chine, la Corée du Sud et le Japon : approfondissement de la relation, redistribution des pouvoirs en son sein..... 32
Lutte d'influence sino-américaine..... 33

Options stratégiques de la Corée du Sud face à ces trajectoires asiatiques

Quelle valeur stratégique pour la péninsule coréenne ?..... 37

Le nucléaire nord-coréen ou la survie d'un régime..... 37
Aux yeux des États-Unis : un test pour la nouvelle administration..... 39
Pour la Chine : atouts et menaces du nucléaire nord-coréen..... 42

Les options stratégiques de la Corée du Sud..... 47

Particularités de la menace nord-coréenne pour la Corée du Sud.....47
Quelques options stratégiques et leurs limites : lutte d'influence sino-américaine et méfiances régionales..... 50
Quelle stratégie pour la Corée du Sud ?..... 54

CONCLUSION..... 58

PRÉAMBULE

NOTES

Jean Dufourcq
Directeur d'études au Cerem

C'est dans le cadre du programme des études asiatiques qu'a conduit le Cerem au cours de l'année 2008/2009 qu'est présenté ce travail d'analyse du capitaine coréen Mun.

Il résulte d'une collaboration entre le Cerem et l'ISAD de l'université Paris 2 Assas[1].

L'étude faite par le capitaine Mun présente une vision dynamique du sous-système stratégique régional qui articule entre eux des acteurs importants de la scène régionale asiatique mais aussi mondiale, la masse chinoise, la péninsule coréenne et l'archipel nippon. Et ce, avec l'angle de vue sud-coréen qui est celui de l'auteur, officier d'artillerie en formation en France, et après un travail de réflexion qui l'a conduit à esquisser des grandes lignes de planification stratégique pour la Corée du Sud au début du XXIe siècle.

Les relations stratégiques qu'entretiennent le Japon, les deux Corées et les deux Chines ont à l'évidence une valeur régionale centrale dans la mesure où elles conditionnent une forme d'équilibre entre des acteurs aux systèmes politiques normalement incompatibles et aux relations historiques tumultueuses, faites d'allégeances, de dépendances et de conflits.

Mais elles influent aussi la sécurité de la planète dans la mesure où le sous-système nord asiatique est souvent perçu comme l'une des deux pinces qui enserrent pour la confiner la nouvelle

1. Le travail présenté ici dérive du mémoire réalisé par le capitaine Mun dans le cadre du mastère 2 de l'institut stratégique armement et diplomatie de l'université Paris 2. Ces travaux ont été dirigés par le CA 2S Dufourcq, enseignant vacataire à Paris 2 et directeur d'études au Cerem. Le mémoire initial par le capitaine Mun a été soutenu devant un jury composé du professeur François Géré, directeur de l'IFAS et l'amiral Dufourcq. La mise en page et la relecture qui a conservé les tournures de l'auteur a été effectué par Maria Wadjinny, chargée des études asiatiques au Cerem, et dont le patient travail a permis la présentation de cette réflexion originale.

NOTES

puissance chinoise qui s'établit et dont l'autre pince est constituée de l'axe qui prolonge via l'Otan, l'Atlantique, la Méditerranée et le Caucase vers l'Asie centrale. Elles sont enfin un révélateur important d'une pratique stratégique asiatique mal connue dans le monde occidental, une pratique plus adepte des manœuvres d'investissement spatial du jeu de go que des coups savants du jeu d'échec, plus familière des prises de judo que des uppercuts de la boxe.

Le manichéisme qui prévaut trop souvent dans l'analyse occidentale empêche sans doute de mesurer de nouvelles convergences d'intérêts et de responsabilités qu'a accélérées la crise financière et économique mondiale née aux États-unis, dont l'Europe tout comme l'Asie a déjà à pâtir et qui pourrait provoquer une série de reclassements.

Pour toutes ces raisons, la manœuvre stratégique en cours dans le nord-est asiatique intéresse le Cerem. L'étudier à l'heure de la mondialisation que le récent *Livre blanc sur la sécurité et la défense* identifie comme le facteur-clé de transformation de la scène stratégique internationale doit permettre de mieux évaluer les relations qu'entretiennent des acteurs-clés du XXIe siècle, Japon et Chine, respectivement 2ème et 3ème puissances économiques mondiales. De nouvelles corrélations stratégiques s'esquissent dans cette région du monde ; elles auront un impact sur la stabilité et le développement sécurisé et durable de la planète.

PRÉSENTATION

NOTES

Maria Wadjinny
Chargée d'études au Cerem

Les nouvelles gesticulations nucléaires nord-coréennes du printemps 2009 ont ravivé l'inquiétude de la communauté internationale et rappelé l'urgence d'une solution. Elles ont par ailleurs étrangement coïncidé avec l'annonce, par une chaîne de télévision sud-coréenne, du cancer de Kim Jong Il, qui ne lui laisserait que cinq ans d'espérance de vie. Si cette chaîne de télévision dit avoir tiré ses informations de services de renseignements sud-coréen et chinois, personne, ni au sein de ces services ni parmi les membres des gouvernements, ne les a confirmées. D'ailleurs, la question, qui n'est pas nouvelle, réside probablement davantage dans l'inquiétude que suscite la succession de Kim Jong Il, que dans l'effondrement éventuel du régime que cette succession poserait ou encore dans la transition – peu probable – qu'elle pourrait amorcer.

Aux États-Unis, en Russie, en Chine et dans l'ensemble de l'Europe, les responsables politiques ont fait part de leur inquiétude. Si l'Onu a décidé d'alourdir les sanctions imposées au régime de Pyongyang, c'est justement parce que la plupart des acteurs de la communauté internationale se sentent directement menacés par le nucléaire nord-coréen ou indirectement concernés par les conséquences dramatiques d'une possible prolifération du nucléaire et d'un transfert de ses technologies en Asie.

La compréhension des stratégies des acteurs locaux et de ceux qui s'impliquent dans la région apparaît indispensable à l'élaboration de solutions et à la construction d'un équilibre et d'une paix durables dans la région.

NOTES

Si la gestion du problème nord-coréen permet aux décideurs politiques de sonder la nouvelle stratégie américaine, elle constitue un véritable défi pour l'administration Obama, qui y voit une occasion d'illustrer sa politique étrangère et d'en démontrer le bien-fondé, justifiant ainsi la rupture annoncée avec celle de l'administration Bush. La transition américaine donne donc une nouvelle résonance à l'étude des enjeux sécuritaires nord-asiatiques.

Par ailleurs, la montée en puissance de la Chine donne aussi une nouvelle pertinence à ces interrogations. En venant s'ajouter à une politique américaine longtemps prédominante, la transformation de la doctrine stratégique chinoise et son implication grandissante dans la région bouleversent aussi les dynamiques locales et illustrent la nouvelle position occupée par la Chine, devenue un acteur incontournable avec lequel Washington est condamné à composer.

L'adoption d'un angle de vue sud-coréen est justifiée par la personnalité stratégique toute particulière de ce pays : son alliance militaire avec les États-Unis et son intégration dans l'économie mondiale, lui assurent une protection, sinon précaire, du moins à l'ambiguïté calculée. Menacée, comme l'ensemble de ses alliés, par le problème nord-coréen, il n'en demeure pas moins que la Corée du Sud en a des perceptions propres et que la stratégie qui lui serait bénéfique ne correspond pas toujours à celle d'autres pays avec lesquels elle a tissé des relations stratégiques fortes. Au travers de ce prisme sud-coréen, l'étude qui suit a donc pour ambition d'apporter un éclairage nouveau sur les trajectoires stratégiques asiatiques, en mettant en lumière l'articulation difficile des intérêts, des différends et des héritages de l'histoire.

TRAJECTOIRES STRATÉGIQUES ASIATIQUES VUES DE CORÉE DU SUD

MUN In-Hyeok[2]

INTRODUCTION

L'Asie du nord-est ne dispose d'aucune structure permettant de réguler les questions de sécurité régionale de manière multilatérale ; elle n'a jamais rien connu de comparable au « processus d'Helsinki »[3]. Cette absence de structure résulte en grande partie de la spécificité des relations régionales, développées ou encouragées par les deux puissances de la guerre froide. Mais la péninsule coréenne qui a constitué un véritable champ de bataille idéologique durant cette période semble aujourd'hui encore se laisser instrumentaliser économiquement et politiquement par des puissances telles que la Chine ou les États-Unis. À la stratégie globale définie par la superpuissance occidentale viennent de plus en plus s'ajouter les stratégies des acteurs étatiques régionaux qui, avec ou sans les États-Unis, se sont rapidement développées sur les plans économique et militaire.

Pour prendre du recul avec des approches centrées sur les intérêts et les stratégies occidentales, on peut adopter un angle de vue sud-coréen. Celui-ci offre, en effet, un moyen pertinent de rendre compte des nouvelles trajectoires stratégiques asiatiques tout en mettant en lumière la position délicate d'un État particulier issu d'une scission de la guerre froide et qui, s'il s'affirme sur le plan économique, peine à se consolider sur le plan diplomatique et à définir son identité stratégique.

NOTES

2. Capitaine de l'armée coréenne. Né le 17 janvier 1979 à Séoul, Corée du Sud. Formation : 2007/2009 : Master professionnel 2ème année Défense, géostratégie et dynamiques industrielles de l'institut supérieur de l'armement et de la défense - ISAD - de l'université Panthéon-Assas Paris2. 2005: cours des futurs commandants d'unité à l'École d'application de l'artillerie en France. 2004 : cours des officiers supérieurs à l'École de l'artillerie de la Corée (EAC). 2003/2004 : stage de formation en français au Centre linguistique militaire de la Corée. 1997/2001 : diplôme supérieur de l'Académie militaire de Corée, spécialisation "France" ; 4 ans d'études universitaires après le baccalauréat. Expérience professionnelle : 2004/2006 : commandant d'unité (batterie de tir au 25ème régiment d'artillerie). 2001/2003 : officier opération au 3ème Corps. 2001 : chef de batterie au 3ème Corps.

NOTES

3. Les accords d'Helsinki ont contribué à l'effondrement du bloc communiste et marquent la fin du premier cycle de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en europe). Le président Noh affirmait alors la nécessité d'une coopération multilatérale en Asie du nord-est pour stabiliser la région, en préconisant un système comparable au processus d'Helsinki (organisant l'OSCE). À sa suite, le gouvernement a élaboré le processus de Jeju visant à lancer une coopération sécuritaire en Asie du nord-est.

Alors même que la Corée du Sud se situe à l'intersection de deux axes stratégiques renouvelés, le chinois et l'américain, et tandis qu'elle est directement concernée par l'imprévisibilité nord-coréenne qui la menace, sa valeur et sa personnalité stratégique sont encore bien difficiles à cerner. Le pays, pour se renforcer, doit pourtant chercher à tirer profit de la nouvelle configuration géopolitique de la région qui ne le désavantage pas.

Aussi cette étude cherche-t-elle avant tout à éclairer les spécificités de la configuration géopolitique de l'Asie du nord-est et le nouveau statut international de la Corée du Sud afin de lui ouvrir de nouvelles pistes de réflexion et de planification stratégique.

Il s'agit en fait de comprendre les dynamiques qui, après le 11 septembre 2001, ont conduit à une redéfinition des rapports de force dans la région et à la confrontation de deux grands axes stratégiques nouveaux nés principalement du rebond chinois et de la modification de la stratégie globale américaine (I). Ces transformations ont bouleversé l'ordre géopolitique asiatique, en remettant d'une part en question l'alliance de la Corée du Sud et des États-Unis, et d'autre part l'équilibre de la relation triangulaire entre Chine, Corée du Sud et Japon.

Cette analyse d'ensemble permet alors de mettre en lumière les options stratégiques qui s'offrent à la Corée du Sud dans un contexte autant renouvelé et d'imaginer pour elle des options stratégiques lui permettant de répondre au mieux à ses intérêts, tout en améliorant sa position sur les scènes régionale et internationale (II).

Mais avant de se concentrer sur l'analyse de ces trajectoires asiatiques contemporaines, un rappel des effets qu'ont eues sur l'Asie du nord-est les évolutions géopolitiques mondiales depuis la fin de la seconde guerre mondiale est nécessaire, tant ces évolutions ont contribué à façonner les actuelles relations qu'entretiennent les acteurs locaux.

NOTES

COMPRENDRE CERTAINES DES TRAJECTOIRES STRATÉGIQUES ASIATIQUES ISSUES DE LA GUERRE FROIDE

La péninsule coréenne comme champ de bataille

Après la seconde guerre mondiale, la configuration géopolitique de l'Asie du nord-est n'était pas uniquement le fruit de politiques locales. La politique sécuritaire et la valeur stratégique de la Corée du Sud dépendaient très largement des évolutions géopolitiques mondiales et la péninsule coréenne apparaissait comme un champ de bataille – parmi d'autres – dans la guerre froide qui opposait les États-Unis à l'URSS.

Garantir l'émergence et la stabilité d'un régime démocratique en Corée du Sud, zone intermédiaire entre l'Eurasie et le Pacifique, mais aussi voie d'accès sur cet océan, a constitué très tôt un enjeu majeur pour les États-Unis et leur politique de sécurité dans la région. Ils souhaitent en effet y installer une ligne de défense contre l'expansion soviétique ; alors conçue par la doctrine Acheson de 1950 qui est à l'origine de la politique sécuritaire américaine en Extrême-Orient, une ligne stratégique relie entre eux l'archipel d'Alryusan, le Japon, Okinawa et les Philippines.

Du fait de la confrontation idéologique, la péninsule coréenne a également été le terrain d'une rude concurrence économique, chaque puissance étant désireuse d'y démontrer la supériorité de son modèle de développement. Comme la Corée du Nord jouissait, grâce à l'exploitation de ses ressources naturelles, d'une situation économique bien meilleure que celle de la Corée du Sud, les États-Unis virent dans le développement de cette dernière le terrain propice pour démontrer la supériorité du capitalisme et de la démocratie.

Le Japon, axe essentiel de la ligne de défense américaine dans la région, avait déjà bénéficié de l'aide américaine, ainsi que de la guerre de Corée – il avait en échange joué un rôle d' « arsenal militaire » pour les États-Unis, ce qui permit de restaurer le pays, dévasté par la seconde guerre mondiale. La Corée du Sud, dévastée par la guerre de Corée, allait aussi profiter de cette aubaine.

NOTES

Bilatéralisme plutôt qu'encouragement du multilatéralisme, les États-Unis en Extrême-Orient

Pour comprendre les stratégies à l'œuvre en Asie du nord-est, il est tout particulièrement intéressant de se pencher sur la stratégie américaine qui, en privilégiant l'établissement de relations bilatérales fortes avec les différents acteurs, a largement freiné l'émergence d'un multilatéralisme régional régulateur.

Les États-Unis ont mené en Asie du nord-est une politique sécuritaire radicalement différente de celle exercée en Europe. Plutôt que de réunir les différents pays dans une organisation au fonctionnement multilatéral, avec pour objectif de contenir l'expansion soviétique tout en y garantissant leur influence, ils y ont plutôt privilégié des coopérations bilatérales, parfois sous forme d'alliances, notamment militaires – comme ce fut le cas avec le Japon et la Corée du Sud. Compte tenu des antagonismes historiques qui divisaient les pays d'Asie du nord-est, les États-Unis jugeaient impossible l'émergence d'une structure de coopération régionale – *Finite Deterrence Structure* , contrairement à ce qu'il s'est produit dans une Europe censée disposer d'une identité politique propre – *Extended Deterrence Structure* [4].

Par ailleurs, l'émergence possible de la Chine comme nouveau concurrent, susceptible de se retrouver au centre d'un éventuel système régional multilatéral, allait contre leurs intérêts dans la région – on retrouve en effet souvent dans l'histoire de l'Asie du nord-est, les traces d'un certain « sinocentrisme » dont la réémergence est redoutée.

C'est pourquoi les États-Unis préconisèrent la consolidation de relations bilatérales fortes et la configuration géopolitique qui en résulta après la fin de la guerre froide a donc pris la forme d'un réseau fragmenté de relations bilatérales (*fragmented array of bilateral relationship*) conçu et animé par les États-Unis[5].

4. James R. Kurth, " The Pacific Basin versus the Atlantic Alliance : Two Paradigms of International Relations", in *The Annals*, Vol.505, pp.34-5, 1989.

5. Park In-Hwi, « Les relations internationales en Asie du nord-est et le bénéfice stratégique de la Corée du Sud », in *Stratégie Nationale*, 2005-11-3, p8, Sejong Institute, Un certain nombre de politologues explique que l'instabilité sécuritaire de l'Asie du nord-est est héritée du bilatéralisme des deux puissances de la guerre froide. Les recherches de Buzan et Segal sont représentatives de cette idée (1994, Friedberg 1993/4).

NOTES

La Chine longtemps à l'écart

Mais cette configuration régionale spécifique a été rendue possible par la position particulière de la Chine dans la relation triangulaire critique qui l'unissait aux États-Unis et au Japon depuis la guerre de Corée. L'analyse de cette relation est indispensable pour comprendre l'ampleur des influences extrarégionales. À cette période, la consolidation d'alliances bilatérales entre les États-Unis d'une part, le Japon et la Corée du Sud de l'autre, encadre les limites de l'influence politique et économique chinoise.

Après un siècle d'humiliations[6], la Chine adoptait alors en effet une position essentiellement défensive et poursuivait son développement interne, son « *émergence paisible*[7] ». Il lui apparaissait inévitable de se refermer pour s'engager dans une voie politique indépendante de l'influence soviétique – la « *révolution culturelle* » illustrait d'ailleurs cette aspiration à l'indépendance.

Toutefois, l'attaque de l'URSS contre la Tchécoslovaquie l'amène à prendre toute la mesure de la menace soviétique. Il s'agit d'une des raisons pour lesquelles Mao Zedong et Nixon signent en 1972 le « Communiqué de Shanghai », un accord économique mais aussi sécuritaire, une alliance aux motivations politiques, ayant pour objectif implicite l'endiguement de l'expansion de l'URSS en Asie-Pacifique. Par ailleurs, et justement grâce à l'amélioration de ses relations avec les États-Unis, la Chine obtient en 1981 un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. La politique pragmatique menée par Deng Xiaoping après la mort de Mao Zedong améliore encore les relations entre la Chine et le monde occidental, notamment sur le plan économique – comme l'illustre l'ouverture de la Chine aux capitaux étrangers. Ce n'est qu'avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir que la Chine cherche à améliorer ses relations avec l'URSS.

Cependant, tout comme avec les autres puissances, elle reste réticente à l'établissement d'une véritable coopération en matière sécuritaire, et cette

6. Peter Katzenstein (dir.), *The Culture of National Security*, Columbia University Press, New York, 1996, cité dans Valérie Niquet, « La doctrine de sécurité de la république populaire de la Chine », p. 654. Il y est fait référence aux travaux de l'historien officiel Hu Qiaomu sur les « siècles d'humiliation » subies par la Chine et son esprit de revanche.

7. Christophe Réveillard et Benoît Charpentier, La puissance chinoise au risque de la mondialisation », in *Géostratégique*, n°17- La Chine, p. 654, 2007.

ouverture relative s'opère donc principalement sur le plan économique. Si les nouvelles orientations de la diplomatie chinoise, telles que présentées en 1988 par Wu Xuequian, vice-président du Parti communiste chinois, témoignent de l'aspiration du régime chinois à l'exercice d'une politique plus pragmatique, elles rappellent aussi sa méfiance à l'égard de tout acteur étranger, de tout arbitre occidental[8].

NOTES

8. Yang Moo-Jin, Lee Moo-Chul, Analyse positive sur la forme diplomatique chinoise dans l'Onu *: la Corée du Sud et sa politique internationale*, 23-3, pp. 95-128, 2007. Parmi ces orientations : s'opposer à toute hégémonie et conserver la paix, prendre des décisions politiques pragmatiques, éviter toute alliance ou relation stratégique avec les États-Unis et l'URSS, renforcement de la collaboration avec le tiers-monde et coopérer avec n'importe quels pays en matière économique, technologique et sur le plan des échanges commerciaux.

Nature asymétrique des relations entre les États-Unis et les acteurs locaux

Les relations qui s'établissent alors entre les États-Unis et les acteurs locaux prennent la forme d'alliances asymétriques, comme le démontrent les cas japonais et sud-coréen.

De par sa dépendance à l'égard du soutien américain, la Corée du Sud abandonne une partie de sa souveraineté en matière sécuritaire. Si elle a par ailleurs pour priorités son développement économique et le renforcement de ses infrastructures industrielles – et qu'elle réalise un développement économique remarquable, qualifié de « Miracle de Han river », la structure de son économie, fortement dépendante de celle des États-Unis, reste fragile.

L'élaboration de la doctrine Nixon et la soudaine évacuation de la 7ème division américaine de la péninsule coréenne en 1971 poussent néanmoins la Corée du Sud à s'interroger sur la permanence de ce soutien américain et à s'intéresser à la construction d'une capacité de défense autonome. Aussi, le président Park Jung-Hee a-t-il discrètement cherché à renforcer cette autonomie en encourageant l'acquisition de nouvelles technologies de défense et en inaugurant en 1971, l'ADD – *Agency for Defense Development* – chargée du développement technologique des armements.

NOTES

Mais les tentatives d'autonomisation de la défense sud-coréenne étant susceptibles de détériorer les relations du pays avec les États-Unis, et puisque conserver de bonnes relations avec ces derniers semble indispensable à sa sécurité et à son développement, une réorientation politique est très vite entamée après le décès du président Park en 1979. Le président Jeon Doo-hwan, arrivé au pouvoir après un coup d'État en 1981, cherche à être reconnu par la communauté internationale et voit dans les États-Unis le seul acteur capable de soutenir la légitimité du nouveau gouvernement sur le plan international.

Comme pour le Japon, le fait que le développement économique sud-coréen dépende de l'économie américaine illustrait la victoire du capitalisme et de la démocratie. Les exportations à destination des États-Unis, qui étaient de 31% en 1964, atteignent jusqu'à 50% de la totalité des exportations sud-coréennes dans les années 1970. En conséquence, il est possible de dire qu'après s'être concentrés sur le Japon dans les années 1960-70, les États-Unis se sont concentrés sur la Corée du Sud dans les années 1970-80. L'acquisition d'armes américaines par la Corée du Sud, dans le cadre du FMS, *Foreign Military Sales*, constituait d'ailleurs une ressource financière importante pour les États-Unis – après Taiwan, premier importateur d'armements classiques américain.

Quant au développement économique colossal du Japon, il s'est en grande partie réalisé grâce au soutien américain, et ce malgré le *Nixon Shock* de 1971, puisque les États-Unis ouvrent leur marché aux exportations japonaises. Les effets très néfastes du ralentissement économique américain sur l'économie japonaise en 1987[9] témoignent du lien de véritable dépendance qui s'est établi peu à peu. Le soutien commercial apporté par les États-Unis permet de soulager cette crise[10], mais confirme aussi leur puissance et l'importance de leur place dans le système économique japonais.

9. Le Japon, ayant consenti aux accords du Plaza, augmente le taux de change réel du yen par rapport au dollar pour réduire entre autres le déficit de la balance courante américaine, notamment dû au commerce avec le Japon, les exportations à destination des États-Unis passant de 23% à 35% en 1984 des exportations japonaises totales. C'est ainsi que l'augmentation du taux de change du yen par rapport au dollar permet de diminuer le déficit américain, mais déclenche en revanche une crise économique interne au Japon, véhiculée par la spéculation immobilière et aboutissant finalement à l'éclatement d'une bulle spéculative à la fin des années 1980.

10. Kim ki-soo, « Relation triangulaire entre les États-Unis, la Chine et le Japon et équilibre stratégique de l'Asie du nord-est », in *Étude politique de Sejong* 2008-4-1, p105, cité dans Jagdish N. Bhakti, Political-Economy-Theoretical Analyses, in *International Economic Journa*l 1, 1987.

NOTES

EFFONDREMENT DE L'URSS ET NOUVEAUX ÉLÉMENTS DE DÉSTABILISATION DANS LA RÉGION

Dans la période allant de 1991 à 1997, une période de redéfinition de l'ordre international après la fin de guerre froide, les États-Unis réévaluent l'importance stratégique du Japon et celle de la croissance chinoise en deux termes antinomiques : opportunité et menace. Ils s'attèlent tout particulièrement durant cette période à la reconstruction de leur hégémonie à travers l'institutionnalisation du marché économique mondial et la diffusion de leur modèle politique et économique.

Mais c'est aussi en mettant le développement économique et l'institutionnalisation du système international au centre de leur politique que les États-Unis, sous la présidence Clinton, laissent libre cours à l'avancée du programme nucléaire nord-coréen. En désignant le Japon comme responsable de la sécurité régionale, en cherchant à éviter les tensions avec la Chine et en choisissant plutôt de l'attirer, ils décident finalement de ne pas s'ingérer directement dans les affaires de la région. Cette stratégie facilite aussi, au nom de la lutte contre le terrorisme, la normalisation militaire du Japon[11].

Remise en question de l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis

La nouvelle politique alors conçue par les États-Unis prend davantage en compte la complexité des acteurs locaux et des relations qu'ils entretiennent entre eux, et cette politique devait mener au renforcement du multilatéralisme en Asie du nord-est.

En remplaçant le système de coopération et d'alliances bilatérales qui avait jusque-là prévalu, le concept de « nouvelle communauté Asie-Pacifique » (*New Pacific Community*) devait répondre aux transformations géopolitiques induites par la fin de la guerre froide. Mais l'émergence d'une telle communauté se heurtait toujours aux mêmes obstacles – antagonismes historiques forts, absence de culture commune, importants écarts de développement.

11. À la suite de sa défaite dans la guerre du Pacifique qui l'opposait aux États-Unis et aux autres Alliés, l'armée impériale et la marine impériale japonaise ont été supprimés. L'article 9 de la Constitution japonaise stipule que « *le Japon renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation* ». Initialement interprétée comme une interdiction totale de disposer d'une armée, cet article est peu à peu réinterprété comme une interdiction des comportements offensifs.

NOTES

Finalement, les États-Unis renforcent leur alliance militaire avec le Japon, en réformant leur accord sur la coopération de défense, afin de consolider leur hégémonie tout en économisant les dépenses militaires et en contenant le rebond chinois. C'est donc l'intensification même du multilatéralisme qui est freiné, lorsqu'il est susceptible d'affaiblir les relations bilatérales que les États-Unis entretiennent avec les pays de la région, comme en témoigne, en 1997, l'échec de l'AMF (*Asia Money Foundation*).

Cependant, en ce qui concerne l'alliance militaire entre les États-Unis et la Corée du Sud, elle traverse alors une nouvelle phase de dégradation[12]. L'alliance entre un pays puissant et un pays faible pose nécessairement la question de l'autonomie du second[13]. En général, une alliance asymétrique implique une protection sécuritaire unilatérale. Le pays le plus puissant cherche donc, dans ce schéma, à préserver sa domination sur le pays allié tout en réalisant ses ambitions régionales. C'est ainsi que le pays le plus faible se trouve dans une situation problématique, où il semble devoir choisir entre le renforcement de sa souveraineté et la garantie de sa sécurité.

Le soutien apporté par les États-Unis, après la seconde guerre mondiale, au gouvernement sud-coréen et à la création d'une armée nationale entre bien dans un schéma de *Patron-Client State Relationship*[14]. En retirant leurs troupes de la péninsule coréenne, les États-Unis ont rendu possible l'éclatement de la guerre de Corée. Puis ce sont bien eux qui, par leur participation, ont finalement assuré la survie de la Corée du Sud. Par ailleurs, les États-Unis, « État-Patron », permettent également à la Corée du Sud de développer son armée et son économie grâce à un soutien économique et militaire massif.

Mais, alors que de 1950 à 1984, les États-Unis avaient fourni une assistance militaire gratuite à la Corée du Sud, estimée à 6 milliards de dollars environ, ils commencent à demander, et ce, dès 1973, un partage plus grand des coûts de cette assistance. La crise économique qu'ils traversent à partir de 1980 oblige le gouvernement américain à demander à l'ensemble de leurs partenaires de partager encore davantage ces coûts. Du point de vue coréen, un tel partage apparaît aussi nécessaire pour équilibrer l'alliance avec les États-Unis. Pourtant, le sentiment d'un « abandon américain » reste fort et alimente parallèlement une polémique sur la présence des forces américaines et sur sa nécessité car, outre le fait qu'elles posent le problème de l'autonomie de

12. Sang-chul Lee, « La question de l'autonomie de la défense dans l'alliance asymétrique », in *Defense Political Research*, 2004.

13. David Vital, *The Survival Of State : A Study of Small Power in International Relations* (London : *Oxford University Press*, 1971), p. 12.

14. Shin Wook-hee, "*Dynamics of Patron Client State Relations: The United States and Korean Political Economy in the Cold War*", Seoul: *America Studies Institute*, Seoul National University, 1993.

NOTES

la défense sud-coréenne, elles posent aussi désormais un problème budgétaire de plus en plus important.

La dépendance sud-coréenne en matière de politique extérieure, et même, dans une certaine mesure, de politique intérieure, n'entre pas dans le cadre du modèle de l'*Autonomy-security trade-off*. Selon ce modèle, l'alliance est une relation d'échange. C'est-à-dire que le pays le plus puissant garantit la sécurité de son faible allié en échange d'un soutien politique, économique et stratégique permanent.

Or les États-Unis disposent d'une autorité opérationnelle en temps de guerre sur la péninsule coréenne, grâce au CODA (*Combined Delegated Authority*), qui ne leur impose que peu de contraintes. En conséquence, il n'est pas exclu qu'en temps de guerre les États-Unis puissent prendre dans la région des décisions politiques répondant principalement d'abord aux intérêts du gouvernement américain.

De la même manière, il n'est pas exclu que la Corée du Nord puisse agir contre la Corée du Sud tout en continuant de discuter avec les États-Unis et donc en contournant son voisin. Une situation similaire a déjà illustré la possible marginalisation de la Corée du Sud : durant la crise nucléaire de 1994, l'opération militaire planifiée par Clinton contre la Corée du Nord a pu se faire sans consultation de la Corée du Sud. Il en résulte que le statut de la Corée du Sud est encore loin de correspondre à son ascension économique et politique.

Ce qui inquiète donc principalement la Corée du Sud, c'est qu'une guerre puisse éclater sur la péninsule coréenne sans que soit prises en compte ses positions et ses intérêts. Ceci donne finalement à la Corée du Sud un statut inférieur à celui de la Corée du Nord dans le cadre de certaines négociations. Selon l'*Alliance Dependence Theory*, la résolution de certains problèmes est susceptible d'engendrer d'autres problèmes, nouveaux et inattendus. Si la Corée du Sud continue de revendiquer une alliance plus symétrique avec les États-Unis, elle doit aussi prendre en compte les risques inattendus impliqués par de nouvelles tensions avec les États-Unis.

NOTES

Il faudrait donc plutôt développer le SCM (*Security Consultative Meeting*) pour que les intérêts de la Corée du Sud continuent d'être pris en compte. Or le problème, c'est que les États-Unis ne partagent pas la même vision sécuritaire que la Corée du Sud, bien qu'ils soient son unique partenaire permanent en matière de sécurité.

Réaction stratégique de la Corée du Nord

C'est en cette période de bouleversements qu'une première crise nucléaire est déclenchée en 1993. En se déclarant en possession de l'arme nucléaire, le régime nord-coréen cherche principalement à assurer sa survie.

Mais avec l'effondrement de son principal allié, l'URSS, la Corée du Nord avait tout de même pris conscience qu'un affrontement avec les États-Unis ne répondrait plus à cet objectif premier, d'autant que le pays traverse trois crises – financière, alimentaire et commerciale, aggravées par les inondations et la sècheresse qui le touche en 1992 et 1993[15]. À cela s'ajoutait un sentiment de marginalisation et d'isolement dans les négociations précédant la signature des accords de Genève le 20 août 1994.

La reprise de la croissance économique est donc une priorité pour Pyongyang. Dans cette perspective, l'amélioration de ses relations avec Washington semblait nécessaire. Les États-Unis se sont d'ailleurs accordés avec la Corée du Nord pour assurer sa sécurité, mettre fin aux sanctions et lui accorder un soutien économique. Mais la « révolution républicaine », *Gingrich Revolution*[16], porte un coup d'arrêt à ces accords et la Corée du Nord procède à son premier tir de missile longue portée en 1998, ce qui permet aux États-Unis de renforcer leur programme de défense anti-missile, renforcement coûteux qui avait pourtant fait l'objet de débats internes aux États-Unis.

Enfin, les États-Unis proposent à la Corée du Nord l'exécution par paliers d'un plan destiné à établir entre eux des relations de confiance, le *Perry Process*. Mais les espoirs d'un éventuel accord sur les missiles balistiques et le soutien économique américain s'évanouissent rapidement.

15. Koo Dong-Su, *A study of multilateral security cooperation in Northeast Asia, Hanyang Univ*. p. 2. 2008.

16. Le parti républicain aux États-Unis, minoritaire depuis 40 ans, remporte la grande victoire lors des élections de mi-mandat en 1994. À l'issue de ces élections, la voie politique conservatrice freine la précédente politique d'engagement à l'égard de la Corée du Nord. Cette transformation politique américaine dégrade la confiance mutuelle établie entre les États-Unis et la Corée du Nord, et pousse enfin à l'essai nucléaire nord-coréen.

NOTES

La lente évolution de la doctrine stratégique chinoise

La Chine s'était jusqu'alors concentrée sur son développement économique interne ou sur ses expériences politiques propres. Repliée sur ces expériences spécifiques – « *Grand Bond en avant* », « *Communes Populaires* » – ou sur des querelles idéologiques internes – « *Révolution culturelle* », totalement coupées de la réalité du monde extérieur – « *Détente* », elle avait interprété sa sécurité comme la capacité de défendre son territoire au moyen d'une « guerre populaire prolongée »[17].

Mais, dès les années 1990, la doctrine de défense chinoise s'emploie à créer « par avance » les moyens lui permettant d'acquérir et d'assimiler les évolutions technologiques les plus avancées, quand bien même elle conserverait encore une posture strictement défensive, liée à sa volonté de préserver certaines de ses spécificités idéologiques, comme le démontre le caractère très limité de ses capacités de dissuasion nucléaire. La fonction essentielle de l'arme nucléaire était en effet de permettre l'affirmation de la Chine comme puissance indépendante face aux États-Unis, en plus d'une fonction très modestement dissuasive de « *déni de victoire* »[18].

Comme l'explique Valérie Niquet, l'évolution de la doctrine chinoise depuis le début des années 1980 obéit aux deux impératifs que sont le respect des fondements idéologiques de la pensée de Mao Zedong – fixés dans les principes cardinaux du régime, et la nécessité de prendre en compte avec pragmatisme l'émergence, pour la Chine, de nouveaux enjeux stratégiques et de sécurité. En mettant en avant la notion de « guerre populaire dans des conditions modernes », la nouvelle direction chinoise témoigne à la fois de son attachement aux valeurs maoïstes et de sa volonté de mieux prendre en compte les nouvelles tensions géopolitiques mondiales.

Après l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, l'URSS ne constituait plus une véritable menace pour la Chine qui, de ce fait, procéda à une hiérarchisation nouvelle de ses priorités, faisant passer les exigences du développement économique avant celles des capacités militaires.

17. Pour un suivi de cette doctrine chinoise, voir Valérie Niquet, « La doctrine de sécurité de la république populaire de Chine », http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001465.pdf.

18. Valérie Niquet, *ibid*.

NOTES

Mais, en faisant le choix des réformes et de l'ouverture sur l'économie mondiale, la Chine s'exposait nécessairement davantage : tout conflit régional présenterait pour elle des enjeux économiques accrus. Or, à partir de 1991, après la guerre du Golfe et la médiatisation de la puissance américaine, la Chine prenait conscience de son retard, et cherchait à rattraper le temps perdu et à passer du quantitatif au qualitatif. En se concentrant sur son développement interne, elle dissimulait sa faiblesse et poursuivait deux intérêts nationaux prioritaires : la paix et la prospérité des régions limitrophes.

Tel est sommairement décrit le champ de forces asiatiques au cœur duquel la Corée du Sud effectue la planification stratégique de sa sécurité et de son développement jusqu'en 2001.

Manœuvres stratégiques en Asie depuis 2001: réorientation de la stratégie américaine et consécration de la puissance chinoise.

Le 11 septembre 2001 transforme radicalement les priorités américaines et ces réorientations ont évidemment des conséquences en Asie. Les alliances militaires conclues entre les États-Unis et les pays d'Asie orientale sont révisées, et cette forme d' « abandon » intervient alors que l'expansion de la Chine, après son réveil paisible, se fait de plus en plus visible. Une analyse du « conflit de forme nouvelle » qui oppose la Chine aux États-Unis dans le secteur énergétique est à ce titre révélateur des nouvelles tensions et de leurs répercussions régionales.

À la suite du premier bouleversement qu'avait constitué la chute de l'URSS, les stratégies des différents acteurs asiatiques allaient s'autonomiser. C'est ainsi qu'à une stratégie américaine ayant déjà largement façonné la configuration géopolitique de la région, allaient se superposer des stratégies sécuritaires autonomes, comme celle de la Corée du Nord, et des stratégies d'influence indépendantes, principalement celle de la Chine. Ces tendances nouvelles, accompagnées à partir de 2001 par une réorientation radicale de la stratégie américaine, bouleversent l'ensemble des dynamiques régionales.

NOTES

Réorientation de la stratégie américaine : *Security Strategy Network*

Le 11 septembre 2001 amène les États-Unis à repenser l'exercice de leur hégémonie et à réorganiser la projection de leur force militaire en fonction de menaces et d'intérêts nouveaux.

Le multilatéralisme apparaît comme étant plus profitable que l'unilatéralisme, la domination exercée par les États-Unis étant désormais inséparable du fonctionnement des institutions internationales elles-mêmes. Mais dans le même temps, les contraintes imposées par les systèmes multilatéraux ne permettent ni l'autonomie ni la suprématie américaines, ce qui explique le « multilatéralisme sélectif » de l'administration G. W. Bush.

Cet élément de la stratégie américaine contribuait à freiner la création d'une organisation multilatérale en Asie du nord-est. Bien que Clinton ait encouragé le dialogue multilatéral en Asie orientale, sa politique n'était pas vraiment distincte d'un bilatéralisme démultiplié, hérité peut-être de l'époque de la guerre froide, et destiné à préserver l'hégémonie des États-Unis face à la forte croissance économique de certains pays asiatiques[19]. En effet une instabilité sécuritaire en Asie de l'est et le risque d'une course aux armements constituaient des menaces réelles pour les États-Unis qui avaient pour priorité le développement économique de la région. C'est dans ce cadre que Perry, ministre américain de la défense, avait développé un plan visant à renforcer la coopération en Asie du nord-est (*NEACD Northeast Asia Cooperation Dialogue*)[20]. G. W. Bush en revanche a très vite préconisé un « internationalisme américain » qui s'apparente à un véritable unilatéralisme.

Le multilatéralisme sélectif de Bush est le résultat d'une tension entre, d'une part, la prise en compte, après le 11 septembre, de la nécessaire coopération qu'exige la lutte contre le terrorisme, et de l'autre, les contraintes qu'impose le multilatéralisme. La politique qui en résulte diffère donc tout de même du système d'alliance traditionnel.

19. Dans un discours prononcé en 1993, *Building a New Pacific Community*, Bill Clinton insiste bien sur le maintien, en Asie, d'un rôle sécuritaire majeur pour les États-Unis tout en proposant certains éléments de multilatéralisme.

20. Le NEACD est un dialogue non gouvernemental que l'IGCC (University of California's Institute on Global Conflict and Cooperation) a inauguré grâce au soutien du ministre américain de la défense. Mais la Russie et la Corée du Nord ne font pas partie de cette structure qui par ailleurs ne traite pas de la péninsule coréenne.

NOTES

Bush se penche sur la création d'un réseau sécuritaire régional, « *Self Defending Network Security Strategy* » qui engloberait les pays asiatiques, la Corée du Sud, l'Australie, Singapour et les Philippines. Les États-Unis tentent alors de positionner chaque acteur sur ce réseau, en faisant du Japon le noyau principal. L'instabilité régionale en Asie orientale constitue une menace évidente pour les États-Unis, dont l'économie est fortement connectée à celle des puissances économiques régionales. Comme toute organisation multilatérale développée par la Chine irait contre les intérêts et l'hégémonie des États-Unis, ils choisissent de se tourner vers cet autre acteur régional puissant, susceptible d'empêcher toute velléité unilatérale chinoise en Asie orientale.

Or ceci aggrave une concurrence régionale déjà existante et forte entre la Chine et le Japon en dépit de leur coopération assez variable dans le domaine économique. Par ailleurs le soutien permanent des États-Unis accélère l'ambition japonaise de normalisation militaire sous prétexte d'une contribution à la paix mondiale.

En ce qui concerne la péninsule coréenne, G. W. Bush tente d'encourager un régime de paix permanent – *Peace Regime* – entre les deux Corées. Mais ce régime constitue, aux yeux de la Corée du Sud, une stabilité précaire, et aux yeux de la Corée du Nord, la promesse d'une réunification de la péninsule à son profit. Cette forme d'apaisement proposé par G. W. Bush apparaît, à bien des égards, superficielle. Il est possible de penser qu'elle a d'abord été motivée par des facteurs internes aux États-Unis – après la défaite du Parti républicain aux élections intermédiaires de 2006, Bush a peut-être voulu présenter certains des fruits de sa politique étrangère – et qu'elle a, de façon secondaire, coïncidé avec le nécessaire déblocage des pourparlers à Six et été rendue urgente par la planification d'un redéploiement global des forces américaines (*Global Defense Posture Review*).

Si la stratégie des États-Unis avait toujours consisté, face au problème nord-coréen, en une alliance militaire avec la Corée du Sud et une opposition ferme à la Corée du Nord, la notion de régime de paix et l'accord du 16 juin 2006 entre les deux Corées, changent la donne. De la même manière, après la deuxième crise nucléaire – due au non-respect par les

NOTES

États-Unis de leurs promesses, les États-Unis proposent un dialogue sur l'abolition de la convention d'armistice et sur l'amélioration des relations entre les États-Unis et la Corée du Nord, ainsi qu'un soutien économique, à condition que cette dernière procède au démantèlement complet, vérifiable et irréversible de son programme nucléaire militaire (CVID, *Complete, Verifiable, Irreversible Dismantlement*). Ce faisant, les États-Unis acceptent donc paradoxalement une partie des exigences de la Corée du Nord en ce qui concerne le « régime pacifique ».

La politique de l'administration Bush confirme donc tout à la fois les limites de la gestion américaine de la menace nucléaire nord-coréenne, et la primauté chinoise sur la question, la Chine ayant été à l'initiative des pourparlers à Six en 2004. Le retrait des troupes américaines de la péninsule coréenne impose par ailleurs à la Corée du Sud de modifier en profondeur sa stratégie d'alliance avec les États-Unis. La voie politique empruntée par le Président Noh Moo-Hyun avait pour priorité, en matière de sécurité régionale, l'autonomisation de la défense sud-coréenne et l'encouragement d'une communauté multilatérale en Asie du nord-est, englobant la Chine et le Japon dans une organisation lancée par la Corée du Sud. Bien que limitée par la faiblesse de la Corée du Sud face à ses voisins, cette politique est peut-être sur le point d'être reconduite par le nouveau président sud-coréen sous une forme différente, plus globale, plus économique.

Expansion stratégique de la Chine : pragmatisme et diplomatie énergétique

C'est donc bien le rebond chinois qui, en transformant la configuration géopolitique de la région et en accompagnant les réorientations de la stratégie américaine, impose à la Corée du Sud d'imaginer de nouvelles formes de coopération régionale. L'importance du rôle nouveau joué par la Chine transforme ses ambitions régionales, ainsi que les conditions d'émergence d'un multilatéralisme régional.

La Chine, qui avait mené une politique de non-alliance jusqu'en 1992, consciente de ses faiblesses face aux puissances internationales, se lance,

NOTES

dès 1997, dans une politique autonome, qui a pour objet d'élargir son rôle dans le système international tout en préservant sa croissance économique, le tout paradoxalement grâce au soutien américain. L'adhésion à l'OMC en 2001, qui accélère d'ailleurs sa croissance économique, est une preuve de cette ouverture nouvelle et assumée. Avant cette date, le nombre d'organisations dont faisait partie la Chine était de 34, il est de 220 dès 2002.

Sur le plan économique, le développement de la Chine se fait au travers de l'attraction d'investissements étrangers. Le marché asiatique, dont la construction et l'intégration ont toujours été impulsés et encouragés par les États-Unis, désireux d'y voir se développer des industries à faible valeur ajoutée, s'en voit radicalement transformé. Mais le développement technologique des pays asiatiques, le Japon d'abord, la Corée du Sud ensuite et aujourd'hui la Chine, transforme la structure même des économies et la nature du marché asiatique en renforçant les industries à haute valeur ajoutée.

La Chine parvient à s'imposer au centre de la production mondiale à faible valeur ajoutée mais aussi désormais à pénétrer celle à haute valeur ajoutée. C'est ainsi que l'IFS *Goldman Sachs* prévoit que l'influence économique de la Chine dépassera celle des États-Unis aux alentours de 2010. Un simple regard sur le tableau suivant suffit pour comprendre à quel rythme l'influence économique de la Chine se développe.

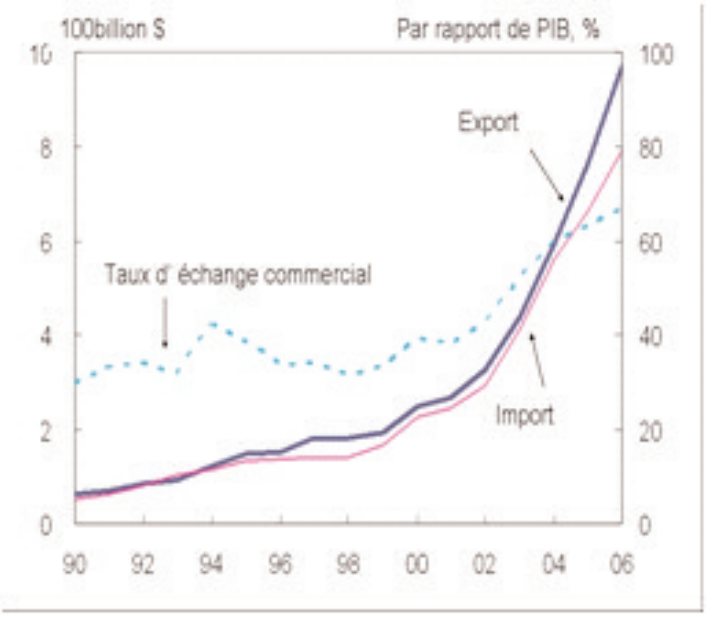
Données économiques chinoises

	1990	1995	2000	2005
Taux d'exportation	1.8 (14)	2.9 (11)	3.9 (7)	7.3 (3)
Taux d'importation	1.5 (17)	2.5 (12)	3.4 (8)	6.1 (3)

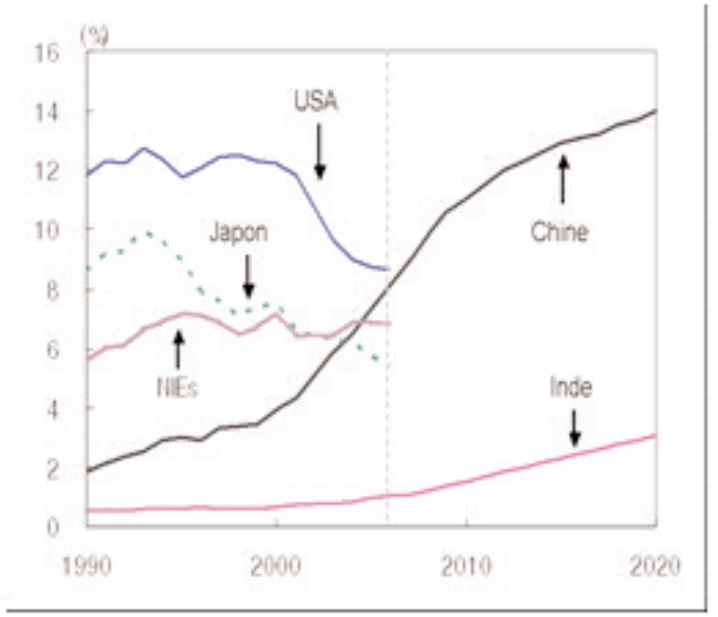
Source : Korea Trade Institut

NOTES

Échanges commerciaux de la Chine



Position chinoise dans l'économie mondiale



NOTES

La Chine tente alors également de jouer un rôle central sur les plans diplomatique et sécuritaire. La Chine avait jusque-là principalement cherché à s'assurer une capacité de réaction aux politiques des puissances étrangères. Elle entend se constituer en puissance régionale et mondiale. C'est pourquoi l'entretien de relations de confiance avec les acteurs les plus importants du système international est une priorité pour elle, et vise aussi à freiner l'unilatéralisme américain, qui s'oppose souvent à son influence et à son expansion.

Il en résulte une amélioration de ses relations avec ses voisins ainsi que le développement de sa diplomatie énergétique. La Chine essaie en effet d'élargir l'organisation multilatérale régionale qu'elle a lancée, de renforcer ses relations avec la Russie, mais aussi avec l'Inde au sein de l'OCS « Organisation de coopération de Shanghaï », pour contenir l'unilatéralisme américain en Asie centrale. L'intérêt que porte la Chine à un multilatéralisme régional est aussi le résultat de ses ambitions internationales : elle se servirait d'une organisation régionale dont elle serait la tête pour se renforcer sur le plan interne mais aussi s'imposer dans le système international. C'est ainsi qu'elle prend conscience de l'extension de son espace diplomatique grâce tout à la fois à la coopération et à la méfiance américaines.

Mais son développement économique aggrave les problèmes énergétiques mondiaux, alimentant ainsi un nouveau type de conflit avec les États-Unis. La diplomatie énergétique exercée par la Chine depuis 2002 met de côté les dimensions idéologiques et politiques. En 2006, la consommation énergétique de la Chine est de 76% supérieure à celle de 2000, et cette augmentation accompagne la multiplication par 4,5 du taux d'augmentation de la consommation énergétique mondiale (17%). La consommation pétrolière de la Chine est à l'origine de 36% de l'augmentation de cette consommation mondiale, et la consommation de gaz est multipliée elle aussi par plus de 3 en 2006 (55.6 bcm) par rapport à 2000 (17.9 bcm). Le gouvernement chinois cherche par ailleurs à augmenter le taux de consommation de gaz et d'autres sources d'énergie. Cette dernière atteindra, selon le plan gouvernemental, 125-250bcm en 2020. Elle veut diversifier et multiplier ses sources d'approvisionnement énergétique[21].

21. Sim Ki-eun, « La stratégie chinoise d'approvisionnement énergétique et la stratégie politique de la Corée du Sud envers la Chine », *Korea Energy Economics Institute*, 2007. http://www.neasiaenergy.net/download/Seminar071226/s3-4.pdf

NOTES

La Chine n'est pas suffisamment dotée en capacités de GNL (Gaz naturel liquéfié), ce plan d'acquisition de gaz implique la construction d'un certain nombre d'infrastructures. De ce fait, la stratégie mise en œuvre depuis 1995 vise à approvisionner le pays en utilisant à la fois les routes maritimes et terrestres et comporte deux volets ; d'une part la construction de relations bilatérales, rendues actives par la tenue de sommets réguliers ; et d'autre part la mise en place d'organisations multilatérales à vocation énergétique.

C'est pourquoi la Chine encourage l'implantation d'entreprises chinoises à l'étranger, par le biais de relations intergouvernementales. Il en résulte une diversification technique de l'approvisionnement énergétique du pays qui ne cherche pas à imposer à ses partenaires de conditions politiques ou idéologiques[22].

Au Moyen-Orient et en Asie centrale, la Chine tente de s'assurer une bonne position autour de la mer Caspienne, mais aussi d'élargir son influence économique et politique, grâce à la relation qu'elle entretient avec l'Iran[23]. L'Iran est en effet à la recherche d'un partenaire capable, entre autres, de le fournir en armes, en échange de pétrole. Du fait des nouveaux rapports de force, la Chine est apparue comme l'un des seuls partenaires susceptibles de ne pas être affecté par l'influence américaine ou pro-américaine. Mais surtout, le développement de relations entre la Chine et l'Iran facilite l'influence chinoise au Moyen-Orient, où les États-Unis conservent une primauté en matière énergétique mais aussi en termes d'influence politique. Par ailleurs, ceci permet à l'Iran, qui a besoin d'investissements étrangers pour réaliser ses ambitions, de renforcer sa position régionale en matière politique et militaire. De ce fait, l'Iran a signé un contrat avec le chinois Sinopec pour le développement du gisement pétrolier de Yadavaran en 2007. D'ailleurs, l'Arabie Saoudite et le Koweït, qui sont traditionnellement des alliés américains, envisagent d'approfondir leurs relations avec la Chine, afin d'assurer la stabilité à long terme de leurs exportations en pétrole, à condition que le marché chinois soit ouvert aux services qu'ils proposent. C'est ainsi qu'Aramco, entreprise publique saoudienne, veut participer à la construction des infrastructures de raffinage de pétrole brut mais également développer ses affaires dans ce domaine pour pénétrer le marché chinois. À ce titre, la Chine essaie d'entretenir une relation équilibrée avec l'Arabie Saoudite, relation permettant l'acquisition stable et durable de pétrole.

22. Kim Jae-doo, « La crise nucléaire nord-coréenne et la transformation de l'ordre énergétique en Asie du nord-est », *Korea Institute for Defense Analyses*, 2006. http://www.neasiaenergy.net/download/Seminar061227/s1-3.pdf

23. Sur la stratégie énergétique de la Chine, voir http://www.neasiaenergy.net/eng_main.html.

NOTES

En Afrique, la stratégie chinoise a d'abord consisté en la mise en place de relations économiques privées, non-gouvernementales, par le biais d'entreprises. Ce n'est que par la suite et progressivement que des relations de type gouvernemental se sont institutionnalisées. La Chine y investit des capitaux colossaux pour s'assurer l'exploitation exclusive de ressources naturelles, elle se concentre tout particulièrement dans l'économie, en excluant ses intérêts politiques, grâce à l'expansion des entreprises chinoises. De ce fait, l'Angola et le Tchad deviennent désormais des pays d'approvisionnement pétrolier majeurs pour la Chine.

En Amérique du Sud, la Chine est en train de renforcer sa relation avec le Venezuela, pays anti-américain. Le Venezuela a en effet pour objectif de diminuer sa dépendance à l'égard du marché américain, ce qui rejoint les intérêts chinois.

Par ailleurs, l'Inde est en train de se rapprocher de la Chine en matière énergétique. Après avoir perdu un grand contrat pour l'acquisition d'une entreprise pétrolière au Kazakhstan, l'Inde se rend compte de sa faiblesse face à la Chine dans la région et décide de s'en rapprocher en signant avec elle un accord de coopération énergétique qui comprend notamment le partage des informations sur le marché énergétique de l'Asie centrale. Elle a réussi, grâce cet accord, à co-investir avec la Chine pour exploiter le gaz ouzbek.

La Chine a créé, grâce à ces diplomaties bilatérales, un certain nombre de communautés multilatérales en matière de développement énergétique, et même de développement économique global ; *Sino-African Ministerial Conference, Sino-Arabian States Cooperation Forum, Shanghai Cooperation Organization, ASEAN, etc*. Or cette performance chinoise accentue la lutte d'influence globale qui l'oppose aux États-Unis, principalement en raison de ses relations avec des pays anti-américains et également de ses plans de développement de nouveaux itinéraires maritimes et terrestres.

NOTES

Conséquences sur la relation triangulaire entre la Chine, la Corée du Sud et le Japon : approfondissement de la relation, redistribution des pouvoirs en son sein

Compte tenu de toutes ces transformations, c'est la relation triangulaire qui relie la Chine, la Corée du Sud et le Japon, relation primordiale pour la Corée du Sud sur le plan régional, qui se voit elle aussi bouleversée.

La Chine se retrouve indéniablement au centre de cette relation renforcée, tout en participant, de façon de plus en plus évidente, à une lutte d'influence avec les États-Unis sur les deux autres pays-clés de la région que sont le Japon et la Corée du Sud.

La Chine ressent le besoin pressant de réagir à l'image négative qui est véhiculée d'elle dans les pays industrialisés, notamment dans les cercles néoconservateurs américains, par diverses théories comme celle du « *China Threat Theory* » (risque chinois). Sa nouvelle politique énergétique consiste donc à identifier ses intérêts communs avec les pays d'approvisionnement et de consommation et à développer avec eux des moyens de coopération. C'est dans ce cadre qu'elle promeut un dialogue global sur la maîtrise de l'énergie avec les quatre autres pays que sont les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud et l'Inde, promotion illustrée par sa proposition de créer une agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie en Asie de l'est. Par ailleurs, constatant la nécessité de sécuriser le transport des énergies lors de la réunion ASEAN+3 de janvier 2007, la Chine et la Corée du Sud ont décidé de réaliser ensemble la construction d'un pipeline terrestre.

La Corée du Sud, qui s'est déjà assurée de réserves pétrolières au Koweït, en Norvège, en Algérie, est perçue par la Chine comme un nouveau partenaire stratégique, puisque le coût de construction sud-coréen est moins cher que le japonais, et que la Chine entretient toujours des relations tendues avec le Japon en raison de l'exploitation énergétique de la zone de Sakhaline et de la mer de Chine orientale.

D'ailleurs la Chine maintient une relation étroite avec la Corée du Sud et la Russie pour l'exploitation des gisements, l'équipement des routes de

NOTES

transport de pétrole et la construction du TRS (*Trans-Siberian Railroad*) et du TRA (*Trans-Siberian Auto route*) ainsi que du tunnel sous-marin entre la Corée du Sud et le Japon.

La Russie n'entretient en effet pas encore de relations fortes avec les pays d'Asie du nord-est, par rapport aux pays européens, mais elle est en train d'essayer de renforcer ses relations avec les pays asiatiques, comme on peut le constater dans l'annonce de sa stratégie relative à l'Asie de l'est dans sa vision de 2020.

Lutte d'influence sino-américaine

Pour l'instant, les États-Unis maintiennent la primauté de leur influence sécuritaire sur le détroit de Malacca, le principal itinéraire de transport du pétrole venant du Moyen-Orient et d'Afrique, grâce à leur force militaire maritime et à leurs relations politiques. Mais la Chine envisage de contourner ces routes énergétiques, principalement maritimes, en renforçant ses relations politiques et économiques avec les pays de cet itinéraire, afin d'affaiblir sa dépendance à l'égard du détroit de Malacca.

Ainsi, la Chine est-elle en train de construire un pipeline pétrolier qui traverse le port de Gwadare au Pakistan et Kaswi dans la région chinoise de Xinjiang, et de construire par ailleurs un pipeline de contournement qui irait de Birmanie à Kunming. D'ailleurs, elle est en plein développement énergétique sur la zone du port Tongking au Vietnam. Ces derniers tentent de renforcer leurs relations militaires et économiques avec les pays concernés par cette stratégie chinoise. Il est possible à ce titre de prendre l'exemple de l'Asie centrale et de l'océan Indien.

Le triangle nucléaire Pakistan/Inde/Chine ici représenté, et qui recèle un important potentiel de conflit, constitue également une zone de rupture stratégique permettant de couper les itinéraires du transport des énergies entre le Moyen-Orient et l'Asie orientale. Il apparaît donc indispensable, pour la Chine mais aussi pour les États-Unis, de contrôler cette zone dont chacun voit que l'Afghanistan constitue l'un des flancs.

Les États-Unis concentrent leur force militaire en Asie centrale, région au centre du transport terrestre de pétrole et de gaz. Mais la Chine, qui organise déjà l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai[24]), approfondit encore davantage ses relations avec les pays membres de cette organisation, que ce soit sur le plan sécuritaire ou économique. Elle essaye par ailleurs d'y attirer l'Iran. Dans l'océan Indien, les États-Unis qualifient la stratégie énergétique de la Chine, qui menace leur primauté régionale dans l'océan Indien, de *String of Pearls*, et tentent d'en limiter les effets. Mais encore très récemment, afin de s'assurer des relations privilégiées avec ce réseau privilégié, Hu Jintao a promis un plan de soutien financier de 26 milliards de dollars destinés en particulier à l'agrandissement de l'aéroport central de l'île Maurice et à la construction d'une base navale chinoise dans les Maldives[25].

Bien que les États-Unis soient encore les clients les plus importants du Japon et de la Corée du Sud en terme de qualité/stabilité des prix et de produits à haute valeur ajoutée – la transformation de la structure des économies de l'Asie du nord-est, suscitée par le développement chinois, les amène désormais à se tourner davantage vers la Chine.

Le déficit de la balance commerciale japonaise en 2008, premier déficit depuis 1990, étant en grande partie dû à la diminution des exportations américaines, le Japon, par ailleurs inquiété par les tentations protectionnistes américaines, se voit dans la nécessité de revoir ses stratégies économique et politique, alors qu'il s'était développé grâce au commerce avec les États-Unis.

La Chine représente donc petit à petit un marché et un partenaire alternatifs, parfois inévitable pour compenser les effets de la crise économique des États-Unis. Ces transformations économiques expliquent que les fractures historiques et les conflits territoriaux aient laissé place à un pragmatisme grandissant pour faire face à la crise économique mondiale, pragmatisme dont les décideurs asiatiques ont témoigné à l'occasion de trois sommets organisés en 2008. À l'issue de ces réunions, ont été envisagées l'interdiction de toute mesure protectionniste entre les trois pays mais aussi l'utilisation du yuan chinois comme monnaie d'échange.

NOTES

24. Sur l'expansion stratégique chinoise en Asie centrale grâce à l'OCS, voir « Équilibre Géopolitique en Asie Centrale : la montée en puissance de la Chine », in *Annuaire stratégique et militaire*, FRS, Odile Jacob, 2005, pp135-149.

25. Journal coréen, http://weekly.chosun.com/site/data/html_dir/2009/03/17/2009031701252.html.

NOTES

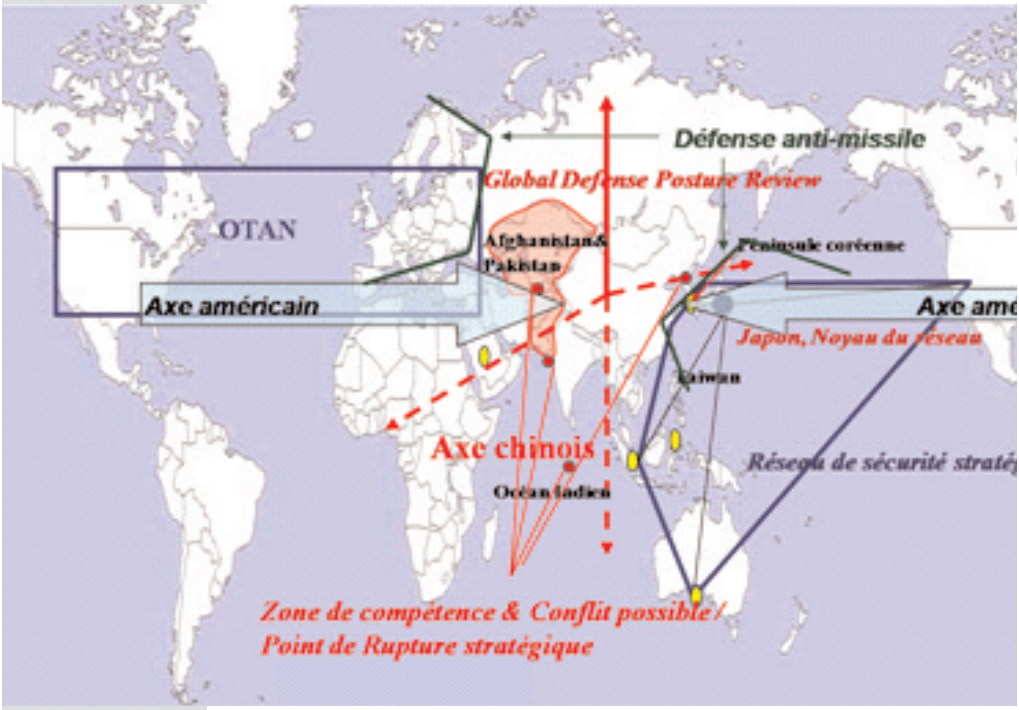
Cette réunion permet en particulier de réaliser la monnaie d'échange (*Currency Swap*) sous condition que l'on utilise le yuan chinois comme monnaie-clé et d'empêcher tout protectionnisme économique entre les trois pays pendant un an. Du fait de ces transformations, la Corée du Sud se voit dans l'obligation de faire de nouveaux choix stratégiques en matière économique et sécuritaire.

La péninsule coréenne est une zone stratégique à la fois pour les États-Unis et pour la Chine : un point de rencontre, de rupture et de conflit. Ces deux puissances très actives dans la région cherchent à tirer profit de cette zone, dont la stabilité est rendue précaire par le défi nucléaire nord-coréen. Toute erreur stratégique, de la part de la Chine ou des États-Unis, est susceptible d'influencer la concurrence que se livre ces puissances dans la région, leur stratégie globale, mais aussi celles des autres acteurs locaux et de déstabiliser dangereusement la région.
C'est ainsi que la Corée du Sud doit prendre conscience de sa nouvelle valeur stratégique, l'identifier et la caractériser, chercher à en tirer profit au maximum pour défendre ses intérêts propres, à travers notamment un plus fort degré d'autonomisation de sa défense, et éviter ainsi un déclin économique et politique.

Ce sont bien de nouvelles trajectoires stratégiques qui régissent le jeu des acteurs asiatiques régionaux et extérieurs et qui dessinent de nouveaux champs de forces et ouvrent de nouvelles pistes aux puissances régionales, notamment à la Corée du Sud, au Japon et à Taiwan dont l'assimilation tranquille dans la masse continentale chinoise se poursuit et contribue à détendre la région et à rendre l'alliance américaine moins centrale dans l'équilibre régional. Le réseau de sécurité de l'Asie du nord-est sous leadership américain perd petit à petit de sa pertinence à mesure que les solidarités régionales, notamment économiques et financières s'y renforcent. C'est ailleurs, à l'ouest de l'Asie, sur le flanc de l'Asie centrale, que les axes américains et chinois risquent en se coupant de définir des points de rupture nouveaux, en Iran, au Pakistan, en Afghanistan, ou bien encore l'impact régional des questions nationales sensibles du Cachemire et du Tibet.

NOTES

Nouvelle configuration géopolitique mondiale vue d' Asie du nord-est



Options stratégiques de la Corée du Sud face à ces trajectoires asiatiques

Face à ces bouleversements, la péninsule coréenne voit de fait sa valeur stratégique profondément transformée. C'est en raison de ces réévaluations, effectuées tout à la fois par les partenaires et les concurrents de la Corée du Sud et de la Corée du Nord, que chacune de ces dernières va tenter de modifier sa stratégie diplomatique et sécuritaire.

Afin de bien comprendre la stratégie actuelle du gouvernement sud-coréen mais aussi dans le but de présenter les différentes options stratégiques qui s'offrent à lui, il est donc nécessaire de bien comprendre les ressorts d'une telle réévaluation.

NOTES

Quelle valeur stratégique pour la péninsule coréenne ?

Il a déjà été fait mention du rôle de zone-tampon que jouait la péninsule coréenne pendant la guerre froide. Mais l'effondrement de l'URSS, soutien majeur du régime nord-coréen, bouleverse les rapports de force dans la région. Afin d'assurer sa survie, le régime nord-coréen se tourne alors vers le nucléaire.

Le nucléaire nord-coréen devient à la fois une source de conflits et de réconciliation entre les puissances voisines de la péninsule coréenne, et constitue finalement l'un des éléments essentiels pris en compte par les différentes puissances dans leur réévaluation de la valeur stratégique de la péninsule et dans le renouvellement de leur stratégie dans la région. Il faut donc avant tout comprendre la voie stratégique empruntée par la Corée du Nord à travers l'essai nucléaire et le tir de missile récents, et saisir les perceptions, par les acteurs locaux, de ces provocations militaires afin de bien comprendre ensuite les relations complexes qui s'en suivent en matières économique et sécuritaire.

Le nucléaire nord-coréen ou la survie d'un régime

Le nucléaire militaire apparaissait comme un choix stratégique inévitable pour la survie du régime nord-coréen. Les réorientations de la stratégie sécuritaire américaine en Extrême-Orient qui font suite à ces provocations militaires augmentent paradoxalement la valeur de cet instrument.

La première crise nucléaire, déclenchée au milieu des années 90 par le développement d'un réacteur nucléaire producteur d'hydrogène léger, a en effet permis, dans un premier temps, l'instauration d'un dialogue entre Kim et Clinton – politique américaine d'engagement (*Engagement Policy*). Dans un second temps, le non-respect par G. W. Bush des promesses américaines a augmenté la méfiance de la Corée du Nord à l'égard des États-Unis et accéléré le développement de relations entre la Corée du Nord et d'autres pays anti-américains au Moyen-Orient, notamment en

matière de transfert de technologies (l'Iran et la Syrie sont les principaux importateurs d'armements nord-coréens et suspectés d'être potentiellement importateurs de sa technologie nucléaire)[26].

La capacité de menace nucléaire et balistique nord-coréenne devient réelle avec le lancement d'une fusée et le deuxième essai nucléaire au printemps 2009. Cette nouvelle provocation militaire peut-être interprétée de deux façons.

Tout d'abord, l'essai nucléaire et le lancement d'une fusée semblent avoir été planifiés depuis 2001. C'est-à-dire que l'ambition nucléaire de la Corée du Nord n'est pas nouvelle. La Corée du Nord s'était toujours méfiée de la politique des États-Unis et doutait notamment du soutien économique et sécuritaire qu'ils lui avaient promis. Cette méfiance incite donc la Corée du Nord à développer l'arme nucléaire et à se doter de missiles balistiques de longue portée, susceptibles d'atteindre le territoire américain. Le nucléaire nord-coréen n'apparaît plus, pour la Corée du Nord, comme un moyen d'obtenir le soutien des acteurs locaux en matière économique et énergétique, mais bien plus comme un moyen de consolider son régime communiste sur le plan interne en améliorant son statut international, tout en se protégeant des menaces extérieures. C'est pourquoi le gouvernement sud-coréen, les États-Unis et le Japon, demandent à la communauté internationale d'opter pour de fortes sanctions à l'encontre de la Corée du Nord, afin de mettre un terme à son ambition nucléaire.

D'un autre côté, on peut interpréter cette provocation militaire nord-coréenne comme un atout stratégique de dernier ressort visant à assurer le maintien d'un régime autocratique vacillant. Sur le plan interne, la Corée du Nord cherche à faire face à une situation rendue extrêmement difficile par les sanctions prises contre elle par la communauté internationale, sur initiative des États-Unis. L'objectif principal serait alors de gagner du temps, pour permettre au régime d'être reconnu sur le plan international, pour en reconstituer la structure et préparer le prochain parti communiste, surtout après les rumeurs concernant la maladie de Kim. C'est ainsi que Kim a déjà écarté un certain nombre de représentants diplomatiques chargés des relations avec la Corée du Sud et les États-

NOTES

26. En 1992, la Corée du Nord avait refusé la visite d'enquêteurs puis, en 1993, déclaré se retirer du traité de non-prolifération. Les États-Unis envisagent donc la possibilité du recours à la force pour détruire le réacteur nucléaire à eau léger. John Mccain, sénateur américain, ouvre le débat sur la préparation d'un bombardement en installant une base américaine permanente de missiles en Corée du Sud. La péninsule coréenne connaît alors une grave crise susceptible de déboucher sur une guerre. Le gouvernement de Clinton lance alors le Processus de Perry à partir de 1994, et enfin la Corée du Nord et les États-Unis s'accordent mutuellement à Genève sur la construction d'un réacteur nucléaire à usage pacifique et l'abandon du nucléaire nord-coréen en 1999. Pourtant cette promesse n'est pas tenue par les États-Unis (majorité républicaine de 1994 à 2006) et la Corée du Nord reprend son programme nucléaire en 2002, et se retire encore du TNP en 2003, ce qui suscite une deuxième crise nucléaire nord-coréenne. À partir d'août 2003, les pourparlers à Six initiés par la Chine permettent de soulager cette tension sécuritaire. Malgré ces efforts internationaux, la Corée du Nord procède à son premier essai nucléaire en octobre 2006.

NOTES

Unis. De façon non-officielle, Kim a désigné son deuxième fils, Kim Jung-Woon, 23 ans, comme successeur. Or, la structure du régime nord-coréen est transformée, et complètement différente de celle que connaissait le pays au moment où Kim Jung-Il remplaçait son père, Kim Il-Sung. En effet, le parti communiste nord-coréen acceptait alors la succession car Kim Jung-Il avait pu élaborer sa propre idéologie communiste, appelée *Ju-Che*, et constuire un système de pouvoir propre, ce qui n'est pas forcément le cas de son fils. Le régime est aujourd'hui beaucoup plus faible qu'à cette époque et Kim Jung-Woon, son deuxième fils n'a aucune légitimité, ni idéologique ni politique. C'est pourquoi, Kim Jung-Il a besoin de manifester au peuple la force de son régime.

Dans ce contexte, l'arme nucléaire et les missiles balistiques sont un atout pour le régime nord-coréen, qui préparerait finalement l'accession de Kim Jung-Woon au pouvoir, ce dernier profitera en effet très certainement de ces manifestations de force, peut-être interprétées comme celles de l'affirmation de son leadership. De plus, la réussite de l'essai nucléaire et du tir de missile balistique démontre la fidélité de l'armée nord-coréenne à l'égard du régime, depuis l'élimination de certains représentants diplomatiques, ce qui correspond aux intérêts de Kim.

Sur le plan externe, cette provocation militaire incite la Chine, qui célèbre le 60ème anniversaire de son alliance diplomatique avec la Corée du Nord, et les États-Unis, où l'administration Obama s'installe, à redéfinir leur stratégie vis-à-vis de la Corée du Nord.

Il faut donc pouvoir définir la valeur stratégique de la péninsule coréenne aux yeux de ces acteurs pour mieux réfléchir aux options stratégiques qui s'offrent à la Corée du Sud.

Aux yeux des États-Unis : un test pour la nouvelle administration

L'existence d'une menace nucléaire nord-coréenne peut paradoxalement apparaître comme un élément positif pour Washington sous l'administration Clinton puis sous la première administration Bush. En permettant aux États-Unis de consolider leur alliance militaire avec la Corée du Sud et avec le Japon,

NOTES

elle apparaissait comme un élément de cohésion stratégique régionale que les États-Unis pouvaient gérer selon leurs intérêts. Mais concrétisée par les essais nucléaires et les tirs de missiles théoriquement capables d'atteindre le territoire américain, la menace est à réévaluer militairement.

Les deux éléments principaux de la réorientation de la stratégie américaine dans la région, à savoir le redéploiement – et donc le retrait de la péninsule coréenne – des troupes américaines et les perspectives de défense anti-missile sous le deuxième mandat de Bush, sont justement le résultat de cette réévaluation, et l'alimentent dans le même temps.

Mais contrairement à la diversité d'intérêts que peuvent représenter pour eux des régions comme le Moyen-Orient, compte tenu des bénéfices qui y sont tirés de l'exploitation des ressources naturelles, la Corée du Sud pourrait en effet n'avoir pour unique intérêt, aux yeux des États-Unis, que de faciliter la préservation de leur influence stratégique en Extrême-Orient. C'est ainsi que la nouvelle stratégie américaine n'exige plus une présence coûteuse de forces sur place. Aujourd'hui, c'est en effet aussi en fonction de ce coût économique que les États-Unis définissent leurs priorités. Alors qu'elle était une zone tampon sur laquelle il était nécessaire de garder un certain contrôle, la péninsule coréenne est devenue une région dont une stabilité relative de long terme semble suffire pour les Américains. C'est ce qui explique le projet de redisposition des troupes au sud de Séoul en 2012 et la volonté des États-Unis de consacrer à cette région un budget moins important, en demandant la participation sud-coréenne au projet de défense anti-missile, afin d'installer un radar de détection longue distance sur le territoire coréen et en mer de Corée. En effet les États-Unis avaient demandé à la Corée du Sud d'y participer en 2002, mais le gouvernement Kim Dae-Joong avait refusé en raison des tensions qui risquaient d'en résulter avec la Corée du Nord.

Séoul l'a finalement accepté. L'installation de ce radar est liée avec le premier réseau d'interception à basse altitude (PAC-3) au Japon, tout comme la tentative d'installation du réseau de radar en République Tchèque est liée au réseau d'interception en Pologne.

NOTES

En effet toute situation d'urgence en Corée du Nord, qu'il s'agisse du déclenchement d'une agression majeure ou de l'implosion du régime, constitue une menace pour l'ensemble de la région. Mais, dans le même temps l'essai nucléaire de la Corée du Nord peut aussi paradoxalement apparaître comme un élément positif, pour ses voisins et pour les États-Unis, en matière de stratégie sécuritaire. À la suite du lancement de la fusée, Washington témoigne d'ailleurs d'une prudence qui rompt avec la politique de Bush, tandis que le premier ministre japonais Taro Aso y voit l'occasion de regagner un certain soutien populaire (et ce, malgré les erreurs commises lors de la détection du lancement).

Parallèlement, tout en s'opposant fortement à ce lancement sur la scène médiatique, les États-Unis tentent de manifester leur volonté de régulation multilatérale et de coopération mondiale. Malgré les dénonciations du lancement, ils abandonnent l'idée d'une interception directe de la fusée, en raison du risque économique et politique que représenterait un échec. La réaction circonspecte d'Obama, différente de celle de Bush, est toutefois positivement accueillie par d'autres pays favorables au multilatéralisme. Washington a en effet pour priorité la nécessaire réouverture des pourparlers à Six, tout comme ce fut le cas en 2006, deux mois après l'essai nucléaire.

Enfin, les États-Unis prennent en compte la réouverture des pourparlers à Six afin de prévenir un éventuel essai nucléaire à venir, mais la Corée du Nord procède à son deuxième essai nucléaire deux mois après le lancement d'une fusée, alors même qu'elle doit demander aux États-Unis et à la communauté internationale de mettre fin aux sanctions dont elle souffre et de lui accorder à nouveau un soutien économique. Elle a en fait perçu les limites de l'unilatéralisme américain et le caractère encore vague et flou d'une stratégie américaine nouvelle, en pleine définition sous la nouvelle administration Obama.

De ce fait, la menace nord-coréenne risque de devenir incontrôlable. Le problème principal réside dans le fait que Washington ne peut pas mettre en œuvre une stratégie offensive contre la Corée du Nord, comparable à celle mise en place au Moyen-Orient et en Asie centrale, parce que le coût économique d'une éventuelle crise sur la péninsule coréenne serait encore plus élevé que les bénéfices tirés de l'élimination de la menace nord-coréenne.

NOTES

C'est pourquoi les États-Unis se tournent vers la communauté internationale, y compris la Chine et la Russie, pour résoudre cette crise régionale qui constitue un premier test pour l'administration Obama. Une résolution pacifique de cette crise illustrerait la capacité diplomatique de la jeune administration et justifierait la rupture avec la politique de Bush, en redonnant aux États-Unis une nouvelle légitimité internationale. Mais la mise en œuvre de cette stratégie se voit contrariée par la politique de certains États, qui forment un « axe anti-américain », notamment représenté par la Chine et la Russie. En prenant en compte la valeur économique de la région et le risque d'une prolifération nucléaire – partagé par la Chine et la Russie, les États-Unis choisissent de procéder tout à la fois à une « politique dure » visant à isoler la Corée du Nord à travers des sanctions économiques et politiques, et à une politique de coopération internationale.

En particulier, ils ne veulent pas commettre à nouveau les erreurs politiques qui ont abouti à la première crise nucléaire nord-coréenne et permis à la Chine de renforcer sa primauté dans la région en matière sécuritaire. Il en résulte que Washington ne dispose pas encore d'une politique claire au sujet de la crise nord-coréenne.

Certains stratégistes voient dans le renforcement récent de la coopération militaire entre les États-Unis et la Corée du Sud et l'entraînement conjoint des forces le déclenchement d'un plan opérationnel destiné à réagir rapidement à la mort de Kim, et le considèrent comme une erreur politique, résultat d'une trop grande précipitation à Washington, qui aurait accéléré la crise sécuritaire récente.

En conséquence, les États-Unis s'intéressent de plus en plus à la valeur stratégique de la péninsule coréenne dans le cadre de leur stratégie globale, parce que la péninsule coréenne devient désormais le champ d'un premier test pour la stratégie sécuritaire du gouvernement d'Obama.

Pour la Chine : atouts et menaces du nucléaire nord-coréen

La stabilité de la région est indispensable à la Chine. L'éclatement d'une guerre sur la péninsule coréenne aurait un impact économique négatif, la Corée du Sud étant le deuxième partenaire commercial de la Chine,

NOTES

derrière le Japon. Par ailleurs, l'éclatement d'une guerre déclenchée par la Corée du Nord porterait un coup terrible au statut international de la Chine, allié permanent de la Corée du Nord,

De ce fait, la politique de la Chine en matière de sécurité sur la péninsule coréenne est désormais déterminée par les facteurs suivants :

- elle s'inquiète des conséquences négatives du nucléaire nord-coréen pour sa croissance économique,
- elle craint une nouvelle course aux armements nucléaires en Asie du nord-est, en Corée du Sud et au Japon,
- elle partage avec les États-Unis un intérêt commun : celui de la dénucléarisation de la péninsule coréenne et de la prévention de la prolifération de missiles balistiques et de leur technologie dans la région au moins.

Mais malgré le soutien qu'elle apporte à la Corée du Nord au sein du Conseil de sécurité lorsqu'il est question du lancement d'une fusée balistique, la Corée du Nord déclenche une crise nucléaire. En effet, un tir de missile balistique recouvre, pour la Chine, un sens stratégique différent de celui d'un essai nucléaire. Le missile balistique est une menace directe pour les États-Unis, mais la Chine l'interprète en termes de capacité souveraine. En revanche la possession par la Corée du Nord de l'arme nucléaire représente, pour la Chine – et bien qu'elle y réfléchisse aussi en termes de souveraineté, un risque de course aux armements nucléaires en Asie de l'est.

D'un autre côté, la Chine tente aussi parfois de se servir de « l'atout nord-coréen ». Les tensions entre la Chine et la Corée du Nord, suscitées par les ambitions nucléaires de cette dernière, est illustrée par les visites relativement nombreuses de délégués chinois en Corée du Nord, et tout particulièrement durant la période de transition politique aux États-Unis.

Wangjalui, délégué des affaires étrangères du Parti communiste chinois, a rencontré Kim Jung-Il le 23 janvier 2009, et lui transmet une lettre de Hu Jitao[27]. Cette rencontre confirme donc, aux yeux de la communauté internationale, le maintien de bonnes relations entre les deux pays. Les deux pays veulent d'ailleurs faire de l'année 2009, 60ème anniversaire de

27. Jung Byung-Gon, « La relation du Parti communiste, du gouvernement et de l'armée entre la Chine et la Corée du nord en vue de la visite de Wangjalui », Centre de recherche de relation international de KINU (Korea Institute National Unification), 2009.

NOTES

leurs relations diplomatiques, une « année de l'amitié ». Kim a préconisé le développement et le renforcement des relations entre les deux pays.

La Chine avait fortement critiqué la Corée du Nord, en particulier son essai nucléaire, en qualifiant la Corée du Nord d'« État voyou ». La réaction de la Corée du Nord fut d'éliminer la Chine des acteurs principaux de l'accord pacifique des deux Corées. Or cette reprise des relations entre la Chine et la Corée du Nord, importantes par le passé, toujours importantes aujourd'hui, montre qu'elles resteront primordiales à l'avenir. Cela signifie un retour de l'allié permanent chinois.

En réalité, pour comprendre l'ambivalence de l'attitude de la Chine à l'égard de la Corée du Nord, il est nécessaire d'analyser la relation entre la Chine et la Corée du Nord à trois niveaux différents : celui du Parti communiste, du gouvernement et de l'armée, et de se pencher sur la relation complexe qui existe entre le Parti communiste chinois et le gouvernement nord-coréen pour bien comprendre les relations entre les deux pays.

Les deux régimes sont communistes et échangent, chaque année, un haut fonctionnaire du Parti. Pour l'instant, les anciens membres du Parti communiste chinois voient encore la relation d'amitié traditionnelle qui les unit à la Corée du Nord comme une priorité. Par ailleurs, l'existence du régime communiste nord-coréen est un facteur idéologique important qui facilite le maintien du Parti communiste chinois. De ce fait, si la politique nord-coréenne, caractérisée par une montée nationaliste grâce à la force militaire du pays, parvenait sur le plan interne à renforcer son idéologie et son économie, cette réussite contribuerait à consolider le régime chinois lui-même, fragilisé et dont l'idéologie s'est trouvée bouleversée par l'ouverture du pays.

Le gouvernement chinois se concentre, lui, sur sa relation avec les États-Unis et veut faire jouer à la Chine un rôle responsable et développer sa diplomatie multilatérale. À ce titre, le gouvernement prend en compte la Corée du Nord dans sa politique, mais selon le prisme des intérêts nationaux chinois, tout en refusant, comme l'exigerait la communauté

NOTES

internationale, de s'y engager directement – la Chine veut peut-être préserver une certaine tension sécuritaire sur la péninsule coréenne. En effet, la Chine, soutien permanent du régime nord-coréen, renforce sa coopération économique avec les États-Unis, parce qu'elle a besoin de maintenir une relation pacifique avec Washington afin de faciliter l'amélioration de son statut international.

Le commandement militaire chinois, de son côté, considère la Corée du Nord comme une zone stratégique tampon. La Corée du Nord constitue pour lui un instrument permettant de résister à l'encerclement sécuritaire américain.

Le régime chinois est donc partagé, principalement entre le Parti communiste qui voit la relation traditionnelle qu'il entretient avec la Corée du Nord comme une priorité et le gouvernement qui, plus pragmatique, privilégie l'amélioration de son statut dans la communauté internationale. Un des objectifs fondamentaux de la Chine est donc de renforcer ses relations avec la Corée du Nord en l'attirant dans son système à travers un soutien paisible qui préserverait le régime nord-coréen.

Par ailleurs, alors que la Chine avait divergé avec les membres du Conseil de sécurité sur la nature et le niveau des sanctions à adopter contre la Corée du Nord, elle accepte finalement la déclaration présidentielle du Conseil qui, après le lancement d'une fusée nord-coréenne, assoit un consensus international. La Corée du Nord s'interroge alors sur la permanence du soutien chinois. De ce fait, elle cherche de plus en plus à s'autonomiser à travers l'arme nucléaire même si la Chine s'y oppose. La Corée du Nord a d'ailleurs probablement procédé à son essai nucléaire parce qu'elle prévoyait une polémique interne à la Chine entre le Parti communiste, le gouvernement et l'armée.

Enfin, la réaction faible et timide des États-Unis malgré le lancement d'une fusée en avril 2009, risque d'inciter la Corée du Nord à d'autres provocations militaires visant à pousser Washington au dialogue. Les provocations militaires de la Corée du Nord, alors que la stratégie sécuritaire en Extrême-Orient de la nouvelle administration américaine n'est pas encore définie, avait pour objet de préoccuper les États-Unis, mais

NOTES

également la Chine, et de les amener à définir une nouvelle stratégie allant dans l'intérêt de son régime.

Néanmoins, cette deuxième crise nucléaire, déclenchée malgré son opposition était inattendue pour la Chine. Les provocations militaires précédant le lancement d'une fusée en avril 2009, offraient à la Chine et au reste des acteurs locaux une occasion d'observer la réaction de Washington et de deviner leur nouvelle politique en matière de sécurité.

Mais l'éclatement des tensions sécuritaires sur la péninsule coréenne risque d'accentuer la lutte d'influence entre les États-Unis et la Chine, cette dernière étant par ailleurs très inquiète des conséquences de la crise économique dans la région, du renforcement de l'alliance militaire entre la Corée du Sud et les États-Unis, mais aussi de la normalisation militaire du Japon, le Japon se retrouvant désormais le pivot du réseau sécuritaire initié par les États-Unis.

Cette transformation géopolitique de la péninsule coréenne est susceptible de conduire à une modification de la stratégie globale de la Chine, qui doit éviter à tout prix l'isolement. La crise économique mondiale peut permettre à la Chine d'imposer une politique pragmatique aux États-Unis en leur faisant abandonner leur politique d'encerclement. Comme il a été mentionné plus haut lors de l'étude du bouleversement des relations entre les acteurs locaux et les États-Unis, la Chine apparaît de plus en plus au sein de la communauté internationale comme un acteur essentiel en matière économique, politique, culturelle, etc. Autrement dit, elle est en train de se doter d'un *Hard Power* mais également d'un *Soft Power*, condition d'affirmation d'une nouvelle capacité de leadership.

Toute erreur en matière de stratégie sécuritaire est susceptible de porter un coup d'arrêt soudain à des réalisations précieuses en matière économique et politique. De ce fait, le problème de la péninsule coréenne, autant que sa valeur stratégique, n'est pas, pour la Chine, une question anodine.

NOTES

Les options stratégiques de la Corée du Sud

La péninsule coréenne se situe à l'un des points de confrontation possible entre l'expansion chinoise et la pression américaine. Autrement dit, sa position géographique pourrait faire d'elle une sorte de zone-tampon entre la Chine et les États-Unis. Mais cette situation spécifique, ce profil géostratégique particulier, bien utilisés, pourraient lui être bénéfiques.

Dans quel sens la Corée du Sud pourrait-elle agir pour en profiter ?

Particularités de la menace nord-coréenne pour la Corée du Sud

Afin de répondre à ces questions, il faudrait pouvoir évaluer la menace nucléaire et balistique nord-coréenne pour la Corée du Sud.

Il apparaît nécessaire de revenir sur la stratégie actuelle de Séoul, et notamment sur sa politique à l'égard de la Corée du Nord. La politique sécuritaire du président Lee Myung-bak a pour objectif prioritaire de dénucléariser la péninsule coréenne pour garantir la stabilité sécuritaire de la région à travers des partenariats économiques, politiques et énergétiques. Il s'agit là d'une stratégie pragmatique qui laisse de côté les antagonismes historiques et idéologiques des différents pays de la région, mais qui vise aussi par ailleurs au renforcement des relations militaires avec les États-Unis.

Les menaces nucléaire et balistique ne sont pas perçues de la même façon pour la Corée du Sud et pour le reste des acteurs impliqués dans la région. Le gouvernement Lee considère que la possession de l'arme nucléaire par la Corée du Nord est une question que la communauté internationale peut résoudre par une certaine collaboration. C'est-à-dire que l'essai nucléaire n'est, pour la Corée du Sud, qu'une manifestation ultime de force ayant pour objet d'augmenter le poids de la Corée du Nord dans les dialogues bilatéraux et les discussions multilatérales afin de satisfaire ses intérêts vitaux et de préserver son régime de plus en plus fragile. Selon certains responsables gouvernementaux, la Corée du Nord n'avait en effet pas besoin de l'arme nucléaire avant l'effondrement et la dissociation de

NOTES

l'URSS, de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie ; ils estiment que son programme nucléaire a pour objectif unique de manifester une méfiance grandissante à l'égard des États-Unis. Autrement dit, la Corée du Nord pourrait abandonner ses ambitions nucléaires si la communauté internationale et les États-Unis consentaient à lui accorder un soutien économique et politique qui consolide *de facto* son régime. C'est pourquoi le gouvernement sud-coréen insiste sur le fait qu'il est prêt à soutenir économiquement la Corée du Nord si cette dernière accepte de renoncer à l'arme nucléaire.

En ce qui concerne le tir de missile balistique, le gouvernement sud-coréen avait toujours adopté une position relativement passive, lorsqu'on la compare aux tentatives de sanctions actives déclenchées par les États-Unis.

Or Séoul au mois de mai 2009 a décidé de participer à l'Initiative de sécurité en matière de prolifération (PSI, *Proliferation Security Initiative*), après les tirs de missiles courte et longue portée qui ont suivi l'essai nucléaire. Cette adhésion a pour objectif de renforcer le statut international de la Corée du Sud, ainsi que son statut économique, mais également de renforcer son alliance militaire avec les États-Unis. Bien que ce soit le Japon qui se trouve au centre du réseau sécuritaire régional que les États-Unis ont conçu et établi, et bien que leurs intérêts soient probablement différents des siens, Séoul considère en effet qu'ils sont les plus à même d'assurer la stabilisation de la péninsule coréenne.

Mais cette politique gouvernementale est critiquée. Certains stratégistes remettent en question la hiérarchie des priorités stratégiques sud-coréennes que sont la stabilité, la dénucléarisation et la lutte contre la prolifération. Ils voient dans le récent essai nucléaire, outre la volonté de préserver un régime instable, une tentative d'autonomisation de la défense nord-coréenne. S'ils appuient la politique gouvernementale à l'égard du nucléaire nord-coréen dans les années 1990-2006, ils pensent donc que l'ambition nucléaire actuelle de la Corée du Nord recouvre une autre dimension stratégique : celle de l'autonomie, de la sanctuarisation.

NOTES

Autrement dit, les lourdes sanctions qui affectent la Corée du Nord et la pression qui en résulte risquent de la mener à une situation ingérable. La stabilisation du régime nord-coréen, poussant Pyungyang au dialogue international, apparaît dans cette perspective comme une priorité. Il faudrait pour cela privilégier une stratégie paisible susceptible de mettre petit à petit fin à la méfiance du régime nord-coréen à l'égard de la communauté internationale.

Ils considèrent aussi que la menace balistique devrait être traitée selon la même approche. La participation à la PSI serait donc une erreur stratégique en soi, susceptible de faire obstacle à la collaboration avec certains voisins, notamment alliés de la Corée du Nord, alors que ces derniers pourraient avoir certains intérêts en commun avec la Corée du Sud et que leur collaboration est nécessaire à la diminution des tensions régionales et à l'augmentation de la confiance entre la Corée du Nord et la communauté internationale.

Par ailleurs, pour des raisons purement géographiques de portée, la menace majeure pour la Corée du Sud, contrairement aux États-Unis, au Japon, à la Chine et à la Russie, réside d'abord tout simplement dans les armements conventionnels nord-coréens. La menace balistique et nucléaire relève donc pour elle d'un ordre différent de celui qu'elle signifie pour les autres acteurs extérieurs impliqués dans la région.

Enfin, il faudrait pouvoir évaluer l'impact économique d'un éventuel accroissement de l'instabilité sécuritaire sur la péninsule coréenne, pour la Corée du Sud et pour les autres acteurs, ces impacts étant probablement eux aussi différents.

En conséquence, la stabilisation sécuritaire de la péninsule coréenne devrait être dirigée par un choix stratégique propre à la Corée du Sud, en fonction de ses intérêts, alors même qu'elle n'est pas capable de régler ce problème de façon indépendante. C'est ainsi que la péninsule coréenne continue d'être un champ de bataille pour les intérêts d'autres puissances et n'a toujours pas de véritable liberté d'action. Ceci est un problème essentiel qui retarde la nécessaire stabilité sécuritaire de cette zone.

NOTES

Suite à ces premières conclusions et à ces interrogations stratégiques, il est possible de proposer, dans un premier temps, quatre options stratégiques à la Corée du Sud afin d'élaborer une stratégie aux résultats décisifs.

Quelques options stratégiques et leurs limites : lutte d'influence sino-américaine et méfiances régionales.

L'objectif d'une stratégie est d'imposer sa volonté, et non de gagner des batailles. C'est aussi le sens des préceptes de Sun Zu : « *L'idéal est que votre adversaire se plie à votre volonté sans que vous ayez à utiliser la force* » . Dans cette dialectique des volontés, la décision est un événement psychologiquement provoqué chez l'adversaire[28]. Les options qui seront proposées correspondent à cette approche stratégique.

28. Général André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Pluriel, p. 35, 1997.

Comme le montre l'analyse du général Beaufre sur les modèles stratégiques, si la marge de liberté d'action est étroite et les moyens limités, il faut tout d'abord identifier les objectifs définitifs des acteurs locaux. Or, comme mentionné plus haut, ces objectifs ne sont pas uniques et il apparaît ainsi très difficile de trouver une série d'actions successives combinant menace directe et pression indirecte.

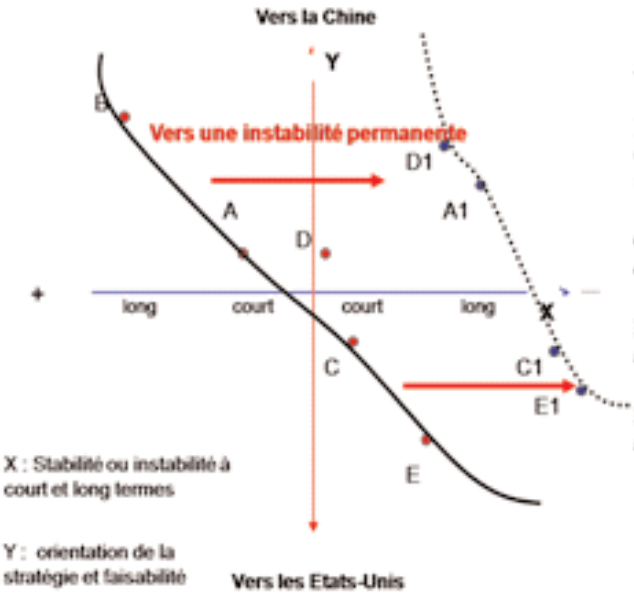
Alors, afin de réfléchir aux options stratégiques possibles pour la Corée du Sud, on peut poser les deux hypothèses suivantes : la Corée du Sud a pour objectif prioritaire la stabilisation de la sécurité dans la péninsule coréenne ; la Corée du Sud doit faire face à un dilemme idéologique interne.

Au regard de ces deux hypothèses, on peut proposer plusieurs options stratégiques pour la Corée du Sud, chacune d'entre elles possédant ses propres contraintes.

Le graphique suivant représente la combinaison de quatre éléments-clés (orbite américaine ou chinoise ; temps d'exécution, court ou long) qui permettent de qualifier ces cinq options stratégiques et donc de bâtir un raisonnement de planification stratégique.

NOTES

Graphique. Options stratégiques : vers une instabilité permanente ?



A : Pousser la Corée du Nord vers la Chine

B : Renforcer la relation triangulaire Chine-Russie-Corée du Sud et pousser la Corée du Nord à ce système nord-asiatique

C : Isoler la Corée du Nord et la soumettre au dialogue international

D : Isoler la Corée du Nord et l'inciter à participer à un dialogue régional initié par la Chine

E : Isoler la Corée du Nord et l'inciter à participer à un dialogue régional initié par les Etats-Unis

Sur l'axe des abscisses, sont représentées des situations stratégiques allant de la stabilité sécuritaire à gauche à l'augmentation des tensions sécuritaires à droite, à court, moyen et long terme.

Sur l'axe des ordonnées, sont représentées les manœuvres stratégiques sud-coréennes, l'orientation de sa politique, soit vers la Chine en haut, soit vers les États-Unis en bas, selon leur faisabilité et ce, en tenant compte de spécificités internes à la Corée du Sud, de son idéologie politique, de celle de son opinion publique, de sa culture, mais aussi des antagonismes régionaux ...

• L'option A « *pousser la Corée du Nord vers la Chine* » se donne pour objectif de stabiliser à court terme la péninsule coréenne, parce que la Chine est le seul pays capable de pousser la Corée du Nord vers une stabilisation régionale relative grâce à son statut privilégié en matière économique et politique.

NOTES

Le dialogue entre la Chine et la Corée du Nord a toujours été un élément central de toute régulation des crises provoquées par la Corée du Nord. Or si la Chine a longtemps cherché à maintenir une certaine instabilité sur la péninsule coréenne, en évitant de s'engager directement pour ne pas dégrader sa relation traditionnelle avec la Corée du Nord, l'évolution de la menace nucléaire nord-coréenne la préoccupe désormais davantage. Il est donc possible que la méfiance commune de la Chine et des États-Unis à l'égard de la Corée du Nord rende une certaine stabilité réalisable. La Corée du Sud pourrait alors profiter de cette méfiance commune pour pousser la Corée du Nord vers la Chine en demandant à cette dernière de participer activement à la résolution du problème nord-coréen.

Toutefois, en raison de certaines spécificités internes, le peuple sud-coréen étant fermement opposé au communisme, et compte tenu de la concurrence stratégique qui se joue entre la Chine et les États-Unis au niveau mondial, Séoul ne pourrait pas officiellement accepter une stratégie qui favoriserait la Chine au détriment des États-Unis. La Corée du Sud voit en effet encore la Chine comme un pays ennemi susceptible de soutenir la Corée du Nord en cas de guerre et, le cas échant, d'envahir la péninsule coréenne. L'anti-communisme qui a résulté de la guerre de Corée est encore présent parmi la population sud-coréenne et le terme « communisme » a même été interdit. En revanche les États-Unis, pays démocratique et soutien permanent de la Corée du Sud, est toujours considéré comme un modèle, comme un allié militaire indispensable.

D'un autre côté, l'option stratégique A nécessite un consensus minimum entre la Chine et les États-Unis et ces derniers se verraient dans l'obligation de réduire leur influence dans la région au profit de la Chine, or il est peu probable qu'ils se plient à cette exigence. Pour toutes ces raisons, l'option A se situe à un point de faisabilité limitée.

Enfin, la stabilité risquerait de s'établir sur le court terme uniquement (A1) et la péninsule coréenne se situerait toujours au cœur d'une confrontation entre les deux axes américain et chinois, ce qui rendrait possible l'aggravation de la situation à long terme, et improbable une réunification de la péninsule sur initiative sud-coréenne.

NOTES

• L'option B « *renforcer la relation triangulaire Chine-Russie-Corée du Sud et pousser la Corée du Nord dans un système nord-asiatique* » consiste à tirer des bénéfices sécuritaires de l'exploitation des ressources énergétiques et économiques de l'Asie centrale, tout en évitant d'établir l'hégémonie régionale de la Chine. Si cette option reste difficile à réaliser, toujours en raison de l'héritage idéologique anti-communiste sud-coréen, le pragmatisme croissant qui gagne les politiques asiatiques pourrait la rendre possible à long terme, puisqu'elle répond directement aux besoins et intérêts économiques des citoyens tout en assurant un certain multilatéralisme qui évite la concentration de l'autorité dans la région.

• Les options C « *isoler la Corée du Nord et la soumettre au dialogue international* », D « *isoler la Corée du Nord et l'inciter à participer à un dialogue régional sous l'égide de la Chine* » et E « *isoler la Corée du Nord et l'inciter à participer à un dialogue régional contrôlé par les États-Unis* » risqueraient sans doute de mener à une situation d'urgence à court terme. L'engagement chinois est donc nécessaire pour réduire la méfiance nord-coréenne à l'égard de la communauté internationale, à travers notamment un soutien économique, des inspections sur le nucléaire, l'encouragement de l'usage pacifique de l'énergie nucléaire. Mais il faudrait pour cela pousser la Chine à mettre en jeu ses relations avec la Corée du Nord, or elle n'a aucun intérêt à une telle rupture à court terme, et ces options s'avèrent alors difficilement réalisables à court terme. Il faudrait une transformation géopolitique majeure pour que les intérêts et la stratégie de la Chine évoluent et encore cela ne serait possible qu'à long terme, et toujours difficile à réaliser tant est forte la sourde lutte d'influence à laquelle se livrent les États-Unis et la Chine dans la région du nord-est asiatique.

Par ailleurs, le gouvernement sud-coréen serait obligé d'assurer à court terme la stabilité sécuritaire de la péninsule coréenne en se tournant principalement vers les États-Unis puisque la structure de la défense sud-coréenne dépend encore de l'alliance militaire avec les États-Unis et que la gestion directe de cette stabilité avec les acteurs régionaux s'avèrerait trop risquée pour la Corée du Sud seule.

NOTES

Il faut sans doute aller plus loin que ces cinq premières options qui se trouvent toutes liées à une double contrainte : la lutte d'influence compétitive entre États-Unis et Chine ; et la grande méfiance qui caractérise les relations qu'entretiennent entre eux les acteurs locaux.

Il faut les dépasser pour définir une stratégie plus offensive pour la Corée du Sud en augmentant sa propre valeur stratégique et en poussant le puissants acteurs régionaux à agir dans le sens de ses intérêts.

Quelle stratégie pour la Corée du Sud ?

Il faudrait tout d'abord partir de deux constats: d'une part, la Chine est le seul État capable d'influencer la Corée du Nord de façon pacifique – les échanges avec la Chine représentent 70 % du commerce extérieur nord-coréen, et la Chine contribue pour 80 % à son soutien énergétique, et de l'autre, la menace nord-coréenne représente aussi un atout stratégique pour la Chine. À partir de ces constats, il est possible de tirer une orientation générale : susciter la crainte d'une perte pour la Chine et/ou pour les intérêts chinois.

Etant donné qu'elle est davantage tournée vers les États-Unis que vers la Chine, la Corée du Sud ne peut peser que de façon indirecte sur un éventuel changement de la stratégie chinoise : la Chine a intérêt à ce que la péninsule coréenne demeure une zone stable et sûre.

L'éclatement d'une guerre entre les deux Corées serait un grave échec pour la Chine, qu'il s'agisse d'une menace pour ses intérêts économiques et politiques dans la région, ou d'une menace contre son statut politique international, si elle se révélait incapable de prévenir l'éclatement d'une telle guerre.

En approfondissant sa coopération économique et énergétique avec la Chine, la Corée du Sud peut encore augmenter la valeur stratégique de la péninsule coréenne à ses yeux. Il y a donc un lien direct entre la valeur stratégique de la Corée du Sud et sa coopération avec la Chine. Augmenter une telle coopération apparaît comme une des solutions les

NOTES

plus viables pour assurer la stabilité et la sécurité de la péninsule coréenne, la Chine étant le seul État capable d'entretenir des relations pacifiques à la fois avec la Corée du Nord et la Corée du Sud. D'autre part, une poursuite des essais nucléaires et des tirs de missiles balistiques nord-coréens, menace directe contre le Japon entre autres, risquerait de conduire à deux conséquences néfastes pour la Chine : une course aux armements nucléaires dans l'ensemble de la région et la possibilité pour le Japon de légitimer la normalisation de son armée et de renforcer sa posture nucléaire virtuelle.

Si la Chine venait à prendre conscience de toutes ces menaces et à craindre davantage la stratégie nord-coréenne, la lutte d'influence que se livrent les États-Unis et la Chine dans la région, qui apparaît comme un des obstacles majeurs à toutes les solutions stratégiques présentées précédemment, pourrait s'atténuer. La Chine et les États-Unis pourraient alors trouver un intérêt commun à la stabilisation de la péninsule coréenne, dans une stratégie commune visant à calmer les provocations nord-coréennes en lui imposant un changement de stratégie et une ouverture au dialogue.

Par ailleurs, la valeur stratégique de la péninsule coréenne peut ne pas n'être que négative aux yeux de la Chine. Celle-ci pourrait voir son statut international s'améliorer et correspondre davantage à son poids économique, si elle acceptait de prendre en considération les menaces liées aux provocations militaires de la Corée du Nord et de lui imposer une nouvelle stratégie. Or nous avons vu que l'amélioration de ce statut international apparaît pour la Chine comme un de ses intérêts et objectifs stratégiques majeurs.

À long terme, à la suite d'une telle reconfiguration, on pourrait imaginer que la Chine devienne alors capable de faciliter l'émergence et le renforcement du multilatéralisme dans la région, dont nous avons vu qu'il avait toujours été freiné par la stratégie des États-Unis, mais aussi qu'il est crucial pour le développement économique et la stabilité sécuritaire de l'Asie.

C'est sur les bases de cette analyse des options possibles et d'une nouvelle approche de planification stratégique de la Corée du Sud qu'il faut dépasser

NOTES

l'étude des stratégies actuelles visant à la stabilité de la région et de leurs limites, pour s'interroger davantage sur les perspectives à venir.

Une première perspective serait celle de l'effondrement du régime nord-coréen. Ce sujet est de plus en plus sensible sur la scène académique sud-coréenne : l'anticipation de cet effondrement possible et la recherche d'un moyen efficace pour l'accélérer tout en évitant qu'il ne provoque une guerre sont de vrais enjeux vitaux pour la Corée du Sud. Mais il faut la considérer comme une perspective extrême pour la Corée du Nord, au regard d'autres exemples offerts par l'histoire récente, l'ex-URSS, la Yougoslavie, l'Irak … Une deuxième perspective découlerait du maintien possible d'un régime nord-coréen instable mais durable. Elle nécessiterait une étude fine comparant les cas birman, libyen, iranien et cubain, tout comme un approfondissement de l'analyse de la relation entre la Chine et la Corée du Nord, en distinguant les trois niveaux d'analyse que sont le Parti communiste, le gouvernement et l'armée, et en approfondissant la succession et le recentrage du pouvoir sur le plan interne. Ces analyses sont indispensables à l'élaboration d'une stratégie visant à dissocier la Chine de la Corée du Nord.

La faisabilité d'une nouvelle stratégie pour la Corée du Sud dépendra des moyens économiques, politiques et stratégiques mobilisés pour la développer et du temps imparti à la manœuvre pour la développer. Ces moyens peuvent se répartir en deux grandes catégories : ceux répondant à l'évaluation des obstacles et des occasions externes et ceux répondant à l'évaluation des obstacles et des occasions internes.

En ce qui concerne la dimension externe, les questions à résoudre sont nombreuses:

- Comment modifier la relation entre le parti communiste chinois et le parti communiste nord-coréen ?
- Comment consolider la relation gouvernementale sino-coréenne ?
- Comment consolider la relation multilatérale sino-nippo-coréenne ?
- Comment consolider la relation multilatérale sino-russo-

NOTES

coréenne ?

- Comment pousser les États-Unis vers les intérêts stratégiques de la Corée du Sud ?
- Comment pousser la Chine à s'intéresser à la Corée du Sud ?
- Quel instrument utiliser pour gérer une erreur stratégique possible de la part de la Chine ou des États-Unis ?
- Comment mettre en œuvre une stratégie plus coopérative avec des acteurs externes, tel que l'Europe, l'Afrique, la communauté internationale, pour réguler les stratégies chinoise et américaine ?

Pour la dimension interne d'une nouvelle stratégie, les questions sont autres :

- Comment surmonter le fort anti-communisme sud-coréen ?
- Comment rassurer les populations face à l'éclatement possible d'une guerre ?
- Comment faciliter l'augmentation des échanges culturels, économiques et académiques avec la Chine?
- Comment parvenir à des accords entre les acteurs locaux sur les questions territoriales ?
- Comment installer un gouvernement unifié après la réunification ?
- Comment intégrer deux peuples, deux économies, deux cultures, etc. ?

Pour finir cette analyse, c'est sur la base des limites et des perspectives rassemblées dans le tableau suivant qu'on peut imaginer une nouvelle stratégie pour la Corée du Sud, une stratégie qui lui permette de tirer parti de la crise générale qui est comme chacun sait à la fois un danger mais aussi une occasion. Car c'est dans le mouvement actuel que l'on peut dépasser les clivages évoqués et restaurer la valeur stratégique de ces pays confrontés à une équation stratégique régionale complexe à l'heure de la mondialisation.

NOTES

CONCLUSION

Cette étude ne propose finalement pas d'orientation définitive à la stratégie sud-coréenne. En effet, si la Corée du Sud vise avant tout à la réunification coréenne, il n'est pas sûr que l'option sur laquelle se conclut cette étude soit totalement efficace, puisqu'elle risquerait de consolider le régime nord-coréen. Et il serait difficile d'y trouver un quelconque bénéfice stratégique pour la Corée du Sud. Alors la Corée du Sud est obligée de s'adapter à l'évolution stratégique de ses puissants voisins et ne peut pas pousser la Chine à servir les mêmes intérêts qu'elle en matière de sécurité.

Face à l'apparente incompatibilité entre l'objectif sud-coréen de stabilité et de sécurité et celui de réunification, il faut s'interroger sur la difficile élaboration d'une stratégie réellement dynamique et ambitieuse pour la Corée du Sud.

Elle a tout d'abord besoin de rehausser son statut politique et économique dans le cadre des dialogues régionaux et au sein de la communauté internationale en affichant une plus grande autonomie. La pression volontaire de la Corée du Sud sur la Corée du Nord confine de plus en plus la Corée du Nord mais conduit à l'ouverture du dialogue avec les autres acteurs puissants et actifs dans la région.

Or ces acteurs vont profiter de la configuration géostratégique nouvelle pour satisfaire en priorité leurs propres intérêts stratégiques. L'influence croissante des acteurs locaux, qui ira plus vite que l'autonomisation de la défense sud-coréenne, ne garantira à la péninsule coréenne qu'une stabilité modeste et contrainte fruit d'une tension rémanente, et ce bien que tous sont d'accord pour y établir une paix durable.

Ainsi, le choix stratégique de la Corée du Sud devrait se focaliser, sur le long terme, sur l'acquisition de capacités stratégiques, essentiellement économiques et politiques, capables de contenir l'influence économique, diplomatique et sécuritaire des pays voisins et de construire avec eux des relations d'interdépendance plus égalitaires. Mais pour y pourvoir, Séoul a besoin de préciser ses objectifs de court, moyen et long terme.

NOTES

Actuellement, le gouvernement Lee vise à « la réalisation pacifique de la réunification à travers la survie des deux entités et leur développement réciproque ». Pourtant, comme il a déjà été démontré, la réunification semble incompatible avec la stabilité et la sécurité.

L'idée selon laquelle la stabilité assurera finalement la réunification, à travers la consolidation d'un système multilatéral dans la région en matière économique et politique, est loin d'être, en effet, vérifiée, et pourrait même s'avérer fausse, bien qu'un tel système puisse nourrir les interconnexions et les interdépendances, et pousser les acteurs à tenir compte des besoins et des intérêts de leurs partenaires stratégiques. Mais les conditions, l'organisation et les structures d'un tel système demeurent entre les mains du ou des pays les plus puissants, engendrant ainsi une inégalité de souveraineté comme l'expliquent bien Koehane et de Waltz.

Le monde est en constante évolution. Mais c'est justement ce qui fait que les options qui s'offrent à la Corée aujourd'hui ne sont pas définitives. Géographiquement, la péninsule coréenne est un pivot stratégique en Extrême-Orient, comme l'Afghanistan et le Pakistan le sont en Asie centrale. Si la Corée du Sud n'est pas encore capable d'orienter elle-même la configuration de sécurité régionale pour la faire coïncider avec ses intérêts stratégiques, elle peut toutefois augmenter petit à petit ses capacités économiques et politiques, renforcer sa valeur et sa centralité stratégiques pour attirer les autres acteurs dans un dialogue constructif de sécurité durable avec elle.

La complexification des relations d'intérêt entre les acteurs régionaux pourrait conduire à atténuer la radicalité de leurs choix stratégiques et permettre à la Corée du Sud, dans cette situation, de développer de nouvelles options stratégiques, plus diverses et plus favorables à ses objectifs. Car ce sont bien les intérêts propres de la Corée du Sud qui doivent la guider dans cette démarche de valorisation de ses actifs stratégiques selon les pistes développées dans cette étude, notamment en matière d'influence économique indirecte sur la stratégie de la Chine. Il ne s'agit donc plus de subir les reconfigurations régionales issues des stratégies des plus puissants mais bien de développer une posture plus autonome pour satisfaire les priorités de Séoul. Ce qui conduit à une question plus large, qui concerne davantage la

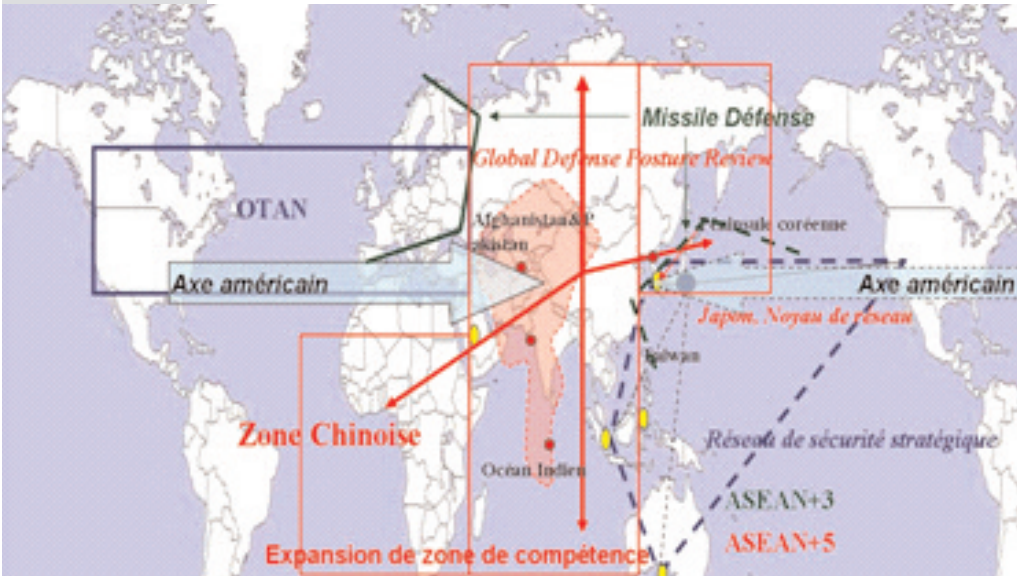
NOTES

pensée stratégique sud-coréenne elle-même : il apparaît nécessaire d'élargir son cadre d'analyse sur le plan géographique. Le débat stratégique sud-coréen se limite en effet au cadre régional. Pourtant, le rebond chinois, acteur majeur de la communauté internationale et du système économique mondial, impose une nouvelle approche régionale. Les deux acteurs majeurs de la région que sont la Chine et les États-Unis ne se limitent bien évidemment pas à la prise en compte de la péninsule coréenne dans la définition de leur stratégie régionale, parce que la question du *leadership* régional a des répercussions bien au-delà de l'Asie.

Le schéma suivant illustre le bouleversement de l'axe stratégique américain et le réseau sécuritaire extrême-oriental qui résulterait d'une collaboration consolidée entre les pays de la région.

La réalisation d'un marché financier intégré entre la Chine, la Corée du Sud et le Japon et celle d'un marché commercial unique au sein de l'ASEAN+5 sera sans doute, dans un contexte de crise économique et de dénonciation du protectionnisme des puissances occidentales, un vecteur décisif de l'accélération des transformations géopolitiques en Asie orientale et le point de départ d'un grand reclassement stratégique mondial.

Bouleversement et vision d'une nouvelle coopération en Extrême orient



NOTES

Ces rapprochements régionaux, déclenchés par la stratégie chinoise, pourraient bien conduire à la réunification de la péninsule coréenne.

À moyen terme, la Corée du Sud pousse donc petit à petit la Chine vers ses propres intérêts en visant la consolidation de relations de plus en plus symétriques. Quant à la Chine, elle a besoin d'une ouverture sur les marchés sud-coréen et japonais et il est fort probable que la Corée du Nord devra l'accepter. Finalement cette ouverture est peut-être la première étape d'une grande transformation régionale, peut-être aussi importante que la réunification allemande. Les États-Unis devront s'adapter à cette configuration géopolitique imposée par les initiatives chinoises ou élaborer une stratégie globale plus puissante pour la contrer en intégrant davantage d'acteurs dans leur club d'influence.

En Extrême-Orient, la valeur stratégique de la Corée du Sud va augmenter, rendant plus urgente la redéfinition de sa stratégie.

C'est pourquoi Séoul doit bien préciser aujourd'hui ses objectifs, les hiérarchiser et se donner les moyens économiques et politiques d'une manœuvre stratégique nouvelle capable d'imposer sa valeur à ses partenaires et échapper ainsi à la tension et l'instabilité permanentes, encouragées trop souvent par les acteurs extérieurs à la péninsule coréenne.

MUN In-Hyeok